

UN REGARD SUR L'ANNÉE 2024

RAPPORT D'ACTIVITÉ



MOT DU BUREAU

L'année 2024 a été marquée par une intensification du backlash masculiniste, orchestré par une extrême droite décomplexée qui instrumentalise les revendications féministes à des fins racistes. En France, le soutien de Bruno Retailleau à Némésis illustre cette stratégie. Sous couvert de protection des femmes, elle désigne l'étranger comme coupable tout en occultant la réalité : 92% des auteurs de violences sexuelles sont des proches des victimes, et la famille demeure le premier lieu de perpétration des violences masculines. Cette manipulation cynique se traduit aussi dans les politiques publiques : la loi "Asile et immigration" votée en janvier 2024 a renforcé la précarité des femmes migrantes, les rendant encore plus vulnérables à la marginalisation et l'exclusion.

Cette offensive réactionnaire ne connaît pas de frontières. En Italie, le gouvernement Meloni restreint l'accès à l'IVG, poursuivant son entreprise de régression des droits des femmes. Aux États-Unis, Donald Trump déploie son projet autoritaire, porté par une rhétorique ouvertement viriliste. Son allié de poids, l'homme le plus riche du monde, Elon Musk, mobilise son pouvoir économique et médiatique pour influencer la politique européenne en faveur des partis d'extrême droite. Le soutien de Trump et Musk à Andrew Tate, poursuivi pour trafic d'êtres humains lié à la production de pornographie, illustre une idéologie masculiniste fondée sur l'exploitation sexuelle des femmes et des filles, la marchandisation de nos corps demeurant un pilier central de notre infériorisation.

Il ne s'agit pas d'attaques isolées, mais d'un projet global : restaurer l'ordre patriarcal en verrouillant les droits des femmes et en criminalisant leurs luttes.

Malgré ces menaces, l'année 2024 a été marquée par une victoire historique avec la constitutionnalisation de l'IVG en France, résultat d'une mobilisation féministe infatigable. Cette avancée doit nous encourager à poursuivre le combat contre les offensives antiféministes et réactionnaires. Nous réclamons une loi intégrale contre les violences masculines, avec un financement à la hauteur des enjeux, ainsi que des mesures pour lutter contre la précarisation économique des femmes et garantir leurs droits sexuels et reproductifs. Nous exigeons également une lutte coordonnée à l'échelle nationale, européenne et internationale contre les violences sexuelles en ligne.

Face à la montée des discours réactionnaires et aux tentatives de détournement des luttes féministes, notre mobilisation ne faiblira pas. Nous continuerons à lutter pour une société féministe, solidaire et juste.

SOMMAIRE

L'ASSOCIATION

- Notre mission
- Nos valeurs
- Notre organisation
- L'engagement de nos partenaires
- Chiffres clés 2024

OLF EN ACTION

- Temps forts 2024
- Nos actions
- Nos victoires 2024

VISIBILISER LES ACTIONS, FAIRE RAYONNER L'EXPERTISE

- Les campagnes
- Les actions de communication
- Remerciements

L'ASSOCIATION

- Notre mission
- Nos valeurs
- Notre organisation
- L'engagement de nos partenaires
- Chiffres clés 2024

NOTRE MISSION

Osez le Féminisme est une association nationale reconnue d'intérêt général créée en 2009. C'est une association féministe militante dont les buts sont la promotion de l'égalité femmes-hommes, la mobilisation de la société autour des droits des femmes afin de faire évoluer les mentalités et la lutte pour l'abolition de toutes les formes de violences sexistes et sexuelles contre les femmes et les filles.

Osez le Féminisme est une association généraliste qui lutte contre l'ensemble des manifestations des violences contre les femmes et les filles. Nous nous attaquons à tous les sujets : de la lutte contre la domination masculine à la valorisation des matrimoines, de la défense du droit à l'avortement à la résistance féministe face à l'extrême droite, en passant par le plaidoyer pour une réforme ambitieuse de la justice. Nous soutenons la proposition de loi intégrale contre les violences masculines, qui devra impérativement s'accompagner de moyens à la hauteur des enjeux. Nous sommes féministes, progressistes, intersectionnelles, universalistes, abolitionnistes, antiracistes, nous nous battons contre la lesbophobie et la biphobie, nous sommes laïques et indépendantes des partis politiques.

L'association inclut douze antennes qui nous permettent d'ancrer nos actions et d'intervenir sur tout le territoire français. Le combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes étant global, nous agissons également au sein de collectifs européens comme le Lobby Européen des Femmes, le Réseau Européen des Femmes Migrantes et le Brussels' Call.

L'association organise des campagnes de sensibilisation, des rencontres-débats, des conférences, des formations ouvertes à tous·tes, des interventions en milieu scolaire, la rédaction d'un journal, une présence sur les réseaux sociaux et dans les médias, l'organisation de rassemblements et des manifestations.

NOS VALEURS

NOUS SOMMES FÉMINISTES ET...

Nous sommes féministes. Notre féminisme repose sur la promotion de l'égalité femmes-hommes et sur la lutte pour supprimer toutes les formes de violences masculines contre les filles et les femmes. L'émancipation individuelle est freinée par des stéréotypes de sexe véhiculés par la culture, les représentations individuelles et sociétales, et les normes sociales discriminantes inculquées dès le plus jeune âge. L'égalité femmes-hommes, même si elle est en partie inscrite dans la loi, n'est toujours pas une réalité. La société reste patriarcale dans sa structure et dans ses fondements. La domination masculine, en tant que système de privilèges accordés aux hommes, continue d'agir à tous les niveaux. D'autres systèmes de domination existent et s'imbriquent avec pour effet d'imposer à certaines femmes une accumulation des discriminations. De fait, notre féminisme se positionne dans un refus de l'ensemble de ces systèmes néfastes et s'engage à les combattre.

Nous sommes progressistes. Nous portons un projet féministe, donc un projet politique. Il y a urgence à transformer la société par des lois et des politiques publiques à la hauteur. Nous pensons que les organisations politiques, syndicales et de la société civile ont une responsabilité à faire de l'égalité des droits une priorité dans l'ensemble des domaines. L'égalité femmes-hommes ne doit pas être considérée comme une politique sectorielle mais bien comme une question transversale qui ne peut être évacuée d'aucun domaine de la vie publique. La sensibilisation de la population pour le changement des mentalités est au cœur de notre action militante. Nous voulons convaincre que les inégalités ne sont pas une fatalité, que nous pouvons transformer le quotidien de chacun-e.

Nous sommes universalistes. Les droits des femmes ne sont pas à géométrie variable : ils sont les mêmes qu'importe l'origine, la culture, la religion, la catégorie sociale. Notre universalisme, tout en s'opposant aux théories impérialistes, prône qu'il existe des droits inaliénables qui ne peuvent être remis en cause pour des raisons religieuses ou soi-disant culturelles. Nous refusons également toute théorie essentialiste basée sur une supposée différenciation naturelle qui impliquerait l'assignation de rôles sociaux et de droits différents pour les femmes et les hommes.

Nous sommes intersectionnelles. Penser l'imbrication de l'ensemble des systèmes de domination est un préalable essentiel à notre lutte féministe, nous prôtons donc l'intersectionnalité comme méthode pour analyser, comprendre et reconnaître les cumuls d'oppression. Notre intersectionnalité, tout en s'opposant au relativisme culturel, cherche à développer une sororité effective entre l'ensemble des filles et des femmes afin de n'en laisser aucune de côté.

Nous sommes abolitionnistes. Nous considérons la prostitution et la pornographie comme des violences. Elles sont contraires à la dignité humaine et au droit à disposer librement de son corps. Nous nous opposons fermement à la marchandisation du corps des filles et des femmes. Ce sont les plus précarisées dans nos sociétés qui sont les victimes du système prostituteur, celles qui se trouvent à la croisée de multiples systèmes d'oppression : patriarcal, capitaliste et raciste. Nous militons pour l'abolition de la prostitution et de la pornographie, freins à la liberté sexuelle de chacune et de chacun. Nous aspirons à ce que soient garantis les mêmes droits pour tou-te-s et militons pour l'application pleine et entière de la loi votée en 2016 en France : par un accompagnement des filles et des femmes victimes vers une sortie du système prostituteur, la pénalisation des acheteurs d'actes sexuels et la lutte contre le proxénétisme.

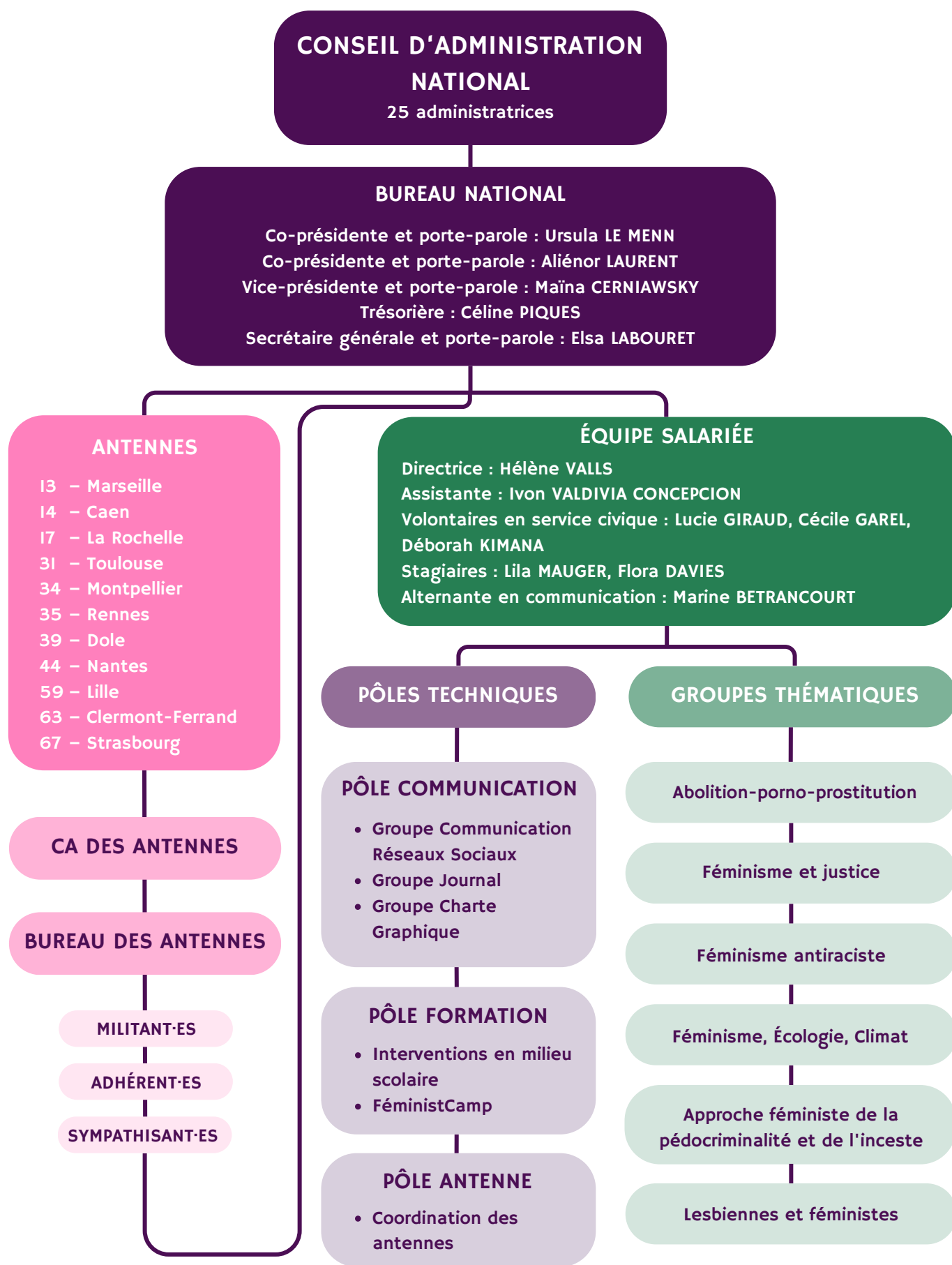
Nous nous battons contre la lesbophobie et la biphobie. La société patriarcale porte l'idée d'une complémentarité entre les sexes et fait de l'hétérosexualité la norme. L'omniprésence de cette logique d'hétéronormativité dans la société conduit à la stigmatisation et l'invisibilisation des femmes lesbiennes et bissexuelles, les exposant à des violences spécifiques. Ces femmes, en raison de leur orientation sexuelle réelle ou supposée, subissent une double discrimination, qui conjugue sexisme et homophobie : la lesbophobie.

Nous sommes antiracistes. Le racisme, le sexisme et le classisme s'allient souvent, faisant subir à certaines femmes des discriminations multiples qui entraînent une précarisation et des violences supplémentaires. De la même manière que nous combattons le sexisme et voulons construire une société libérée du patriarcat, nous ne tolérons pas le fait que des personnes soient discriminées ou stigmatisées en fonction de leur origine réelle ou supposée, de leur couleur de peau, de leur nom, de leur accent ou de leur croyance religieuse. Il est essentiel pour nous de visibilité et défendre l'ensemble des femmes.

Nous sommes laïques. Dès que le pouvoir politique est influencé ou se confond avec le pouvoir religieux, les droits des femmes sont attaqués et reculent. Nous refusons que les religions, affaires de foi et de croyance, aient une place dans l'État et dans le champ politique. Nous pensons la laïcité comme une condition préalable, un moyen à l'émancipation des femmes et à la mise en place de l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Nous sommes indépendantes des partis politiques. Nous considérons que l'indépendance politique est indispensable pour être entendues. Nos analyses, nos revendications et nos actions ne sont guidées que par notre objectif de recul des inégalités femmes-hommes et d'abolition du patriarcat. Nous dénonçons tous les projets politiques contraires ou insuffisants en la matière, quel que soit le parti qui les défend. Notre réactivité est la même, quelle que soit l'orientation du pouvoir en place.

Charte des valeurs adoptée par l'Assemblée générale extraordinaire du 15 juin 2019



ANTENNES



L'ENGAGEMENT DE NOS PARTENAIRES

OSEZ LE FÉMINISME REMERCIE L'ENSEMBLE
DES FINANCEURS ET PARTENAIRES QUI NOUS
ONT RENOUVELÉ LEUR CONFIANCE ET NOUS
ONT DONNÉ LES MOYENS DE NOTRE ACTION.



La Fondation des Femmes, abritée par la Fondation de France, est la structure de référence en France pour la liberté et les Droits des femmes et contre les violences dont elles sont victimes. Elle apporte un soutien financier, juridique et matériel aux initiatives associatives à fort impact, sur tout le territoire avec près de 550 projets associatifs soutenus. Elle soutient l'ensemble des actions que nous menons dans la lutte contre la pornocriminalité depuis 2020.

Le Fonds de dotation **Medici for Equality** a pour vocation de soutenir des projets orientés vers la promotion de l'égalité femmes-hommes, la lutte contre toute forme de violence et de discrimination à l'encontre des femmes, la lutte contre toutes les formes de discriminations prohibées par la loi. En 2024, nous avons obtenu son soutien pour un projet d'accompagnement par le droit des victimes de l'industrie pornographique.



Le Haut Conseil à l'Égalité contribue à l'évaluation des politiques publiques qui concernent l'égalité entre les femmes et les hommes en assurant l'évaluation des études d'impact des lois, en recueillant et diffusant les analyses liées à l'égalité et en formulant des recommandations, des avis au à la Premier·e ministre. Céline Piques, militante et membre du bureau d'Osez le Féminisme, est co-présidente de la commission « Lutte contre les violences faites aux femmes ». Cette collaboration permet d'apporter notre expertise dans la lutte contre les violences et de la faire rayonner.

L'association est membre du Centre Hubertine Auclert.

Le Centre Hubertine Auclert est le centre francilien pour l'égalité femmes-hommes. Il a pour principaux objectifs la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les violences faites aux femmes.



La Cité Audacieuse

L'objectif de la Cité Audacieuse est de permettre à celles et ceux qui le souhaitent de s'engager pour faire progresser les droits des femmes. Au rez-de-chaussée, l'Agora offre une programmation culturelle dédiée au rayonnement des droits des femmes, permettant aux visiteuses et visiteurs de la Cité Audacieuse de participer à des ateliers, conférences, expositions. Les associations résidentes, dont les bureaux sont dans les étages, et les jeunes pousses associatives dans les espaces de travail partagé, œuvrent quotidiennement à faire progresser les droits des femmes.

Osez le Féminisme a installé son siège à la Cité Audacieuse en octobre 2024, rejoignant un espace interassociatif dynamique. Cette implantation favorise les synergies avec les autres associations présentes et permet de mutualiser les ressources, facilitant ainsi la mise en œuvre de projets communs et l'organisation d'événements tout en réduisant les coûts logistiques. En plus d'améliorer l'accessibilité, ce nouvel environnement renforce la coopération et crée une communauté engagée dans la lutte pour les droits des femmes. Osez le Féminisme y trouve de nouvelles opportunités de collaboration, notamment avec la Fondation des Femmes, pour une action collective plus cohérente et impactante.

Les Audacieuses Café

Ce café, situé au cœur de la Cité Audacieuse, est ouvert au public le mercredi de 10h à 18h et du jeudi au samedi de 10h à 21h. Il met à disposition son espace (agora et cour extérieure) pour les organisations engagées dans la défense des droits des femmes souhaitant y organiser un événement. Des boissons chaudes ou fraîches, quelques douceurs y sont proposées. Osez le Féminisme y organise chaque mois un FéminisTalk et y a célébré ses 15 ans le 16 novembre 2024.



LES PARTENAIRES ASSOCIATIFS EUROPÉENS ET INTERNATIONAUX

Osez le Féminisme fait partie de plusieurs réseaux qui nous permettent d'inscrire notre travail de plaidoyer à l'échelle internationale et de nous adresser aux institutions européennes. Leurs recommandations conditionnent pour beaucoup la politique de différents États membres et ont des répercussions directes sur les droits des filles et des femmes sur le terrain.

Les partenariats noués ont été essentiels à la constitution d'un collectif d'associations abolitionnistes européennes dans le cadre du recours devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) sur la loi de 2016.



La CLEF, Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes

L'association est membre de la Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF) et Alyssa Ahrabare, militante d'Osez le Féminisme, en est la présidente. La CLEF est une ONG de plaidoyer qui anime un réseau de près de 70 associations pour l'égalité et les droits des femmes en France, en Europe et à l'international.

LEF, le Lobby Européen des Femmes

Le LEF a été créé en 1990 à l'initiative de fonctionnaires de l'Union européenne, dans un contexte d'institutionnalisation du féminisme. S'inspirant du Réseau Européen des Femmes né en 1983 (ENOW), il a pour objectif d'informer les associations féministes et d'influencer les institutions européennes en faveur des droits des femmes.





ENOMW, European Network of Migrant Women

Osez le Féminisme, représentée par Maïna Cerniawsky, est membre de l'European Network of Migrant Women (le Réseau Européen des Femmes Migrantes). Il s'agit d'une plateforme féministe, laïque et non partisane, dirigée par des femmes migrantes qui défendent les droits, les libertés et la dignité des femmes et des filles migrantes, réfugiées et appartenant à des minorités ethniques en Europe.

Brussels' Call

Osez le Féminisme, représentée par Alyssa Ahrabare, fait partie de ce groupe de 150 ONG qui militent pour l'abolition de la prostitution.



NOTRE PARTICIPATION À DES ÉVÉNEMENTS INTERNATIONAUX



La Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW) est le principal organe intergouvernemental mondial dédié exclusivement à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. La CSW est une commission fonctionnelle du Conseil économique et social des Nations Unies. Au cours de la session annuelle de la Commission, d'une durée de deux semaines, des représentants des États membres des Nations Unies, d'organisations de la société civile et d'entités des Nations Unies se réunissent au siège de l'ONU à New York. Ils évaluent les progrès réalisés et les écarts à combler dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing de 1995 (document de référence en matière de lutte pour l'égalité des sexes à l'échelle internationale). Pour cette 68ème édition, Osez le Féminisme faisait partie de la délégation du Lobby Européen des Femmes.

LES COLLECTIFS UNITAIRES FÉMINISTES

Osez le Féminisme participe activement à la mise en place du dialogue entre les associations pour l'organisation de moments clés récurrents dans la lutte pour les droits des femmes.

Collectif “Grève Féministe” : collectif féministe, syndical et de la jeunesse pour la mobilisation du 8 mars.



Collectif “On arrête toutes” : associations féministes et syndicales mobilisées pour les manifestations annuelles du 8 mars (journée internationale de lutte pour les droits des femmes).

Collectif “Avortement Europe - les femmes décident” : pour l'organisation de la manifestation annuelle du 25 septembre en faveur du maintien du droit et de l'accès à l'Interruption Volontaire de Grossesse, et pour une mobilisation toute l'année pour les droits reproductifs des femmes.



Collectif “Abolition de la prostitution” : pour lutter contre le système de la prostitution et pour l'application de la loi du 13 avril 2016

Collectif vss Santé : Collectif de lutte contre les violences sexistes et sexuelles en santé composé d'étudiant·es, patient·es et professionnel·les.



Coalition loi intégrale contre les Violences Sexuelles :

Cette initiative regroupe une cinquantaine d'associations féministes, syndicats, juristes et expert·e·s, uni·es pour proposer des solutions concrètes et globales face à l'ampleur des violences sexistes et sexuelles qui touchent chaque année des milliers de femmes et d'enfants.

Cette coalition porte la proposition d'une loi-cadre de protection intégrale contre les violences sexistes et sexuelles pour apporter une réponse globale et ambitieuse à la hauteur des enjeux.

142 recommandations concrètes ont été formulées pour couvrir tous les aspects de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

Elles sont organisées en 7 grandes thématiques :

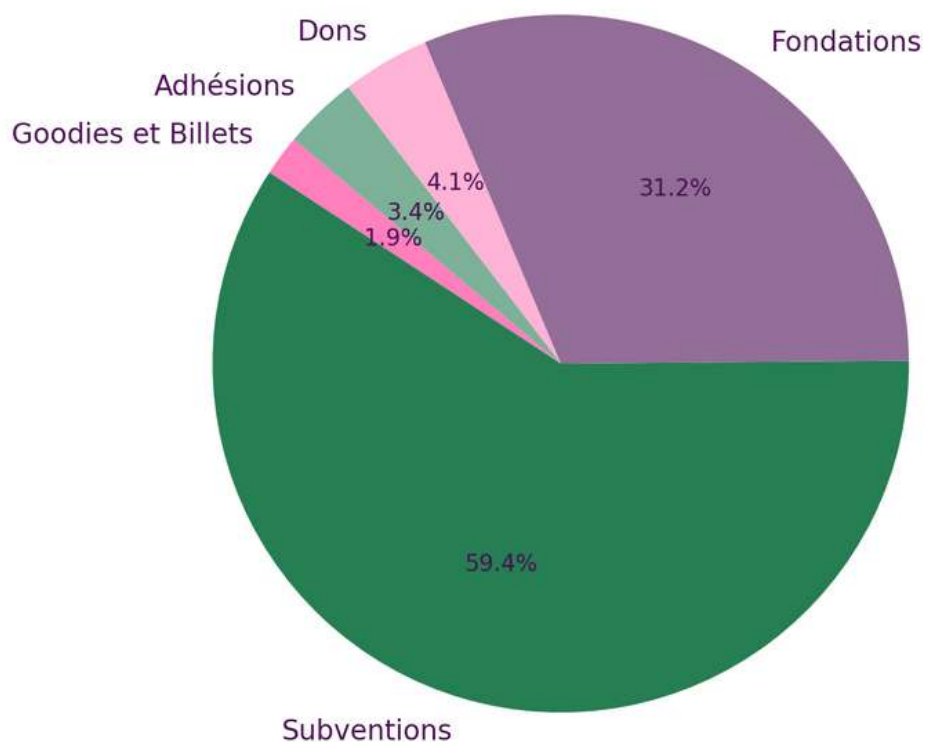
- La prévention par l'éducation et la sensibilisation à tous les niveaux de la société ;
- L'identification et la prise en charge des victimes, avec une attention particulière aux groupes vulnérables tels que les enfants, les personnes en situation de handicap et les femmes migrantes ;
- Le soutien psychologique et médical, en facilitant l'accès aux soins pour les victimes et la mise en place de structures d'accueil spécialisées ouvertes 24h/24 ;
- La formation des professionnel·le·s (éducation, santé, justice, police, travail et emploi) pour mieux repérer et traiter les cas de violences sexuelles ;
- L'amélioration du parcours judiciaire, en renforçant les moyens humains et financiers de la justice pour qu'elle puisse mieux accompagner les victimes et juger les auteurs des crimes ;
- La lutte contre toutes les formes d'exploitation sexuelle, notamment la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains et les violences Obstétricales et gynécologiques ;
- La sanction des auteurs avec des peines appropriées et un suivi renforcé pour éviter la récidive.

LES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS



CHIFFRES CLÉS

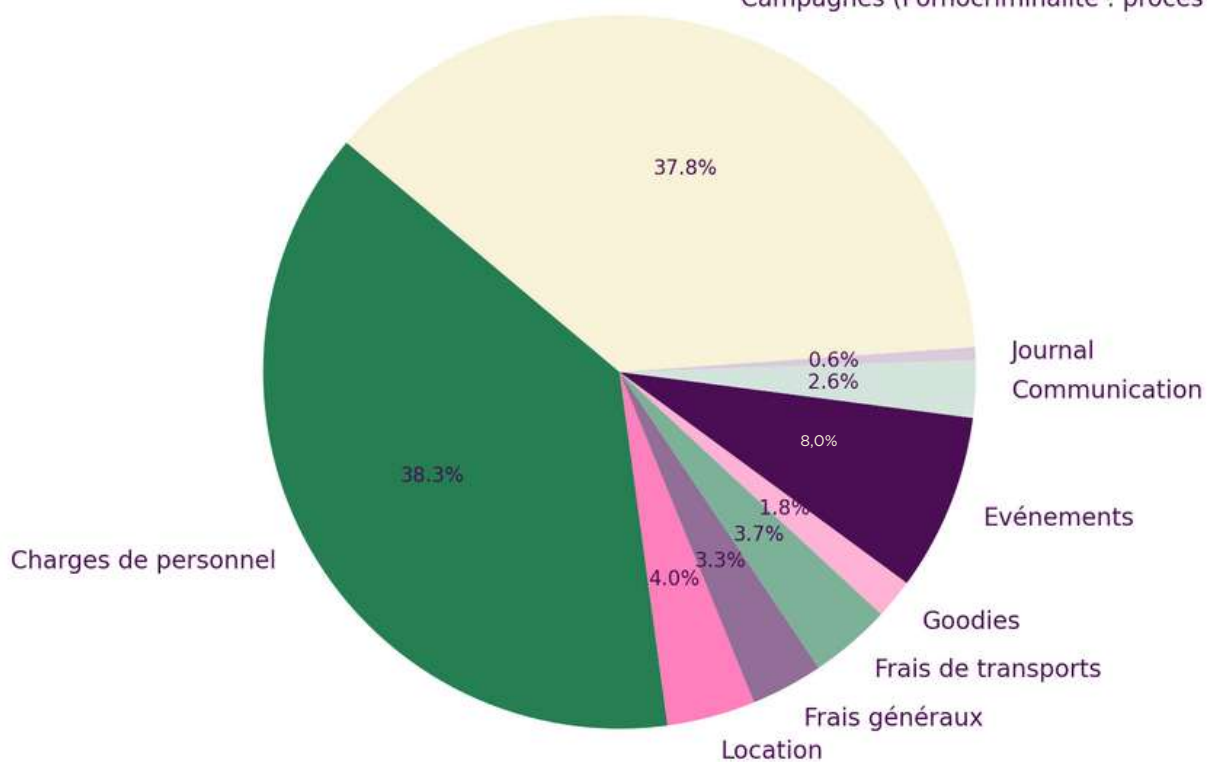
Répartition des Recettes 2024



Total des ressources : 549 000 €

Répartition des Dépenses 2024

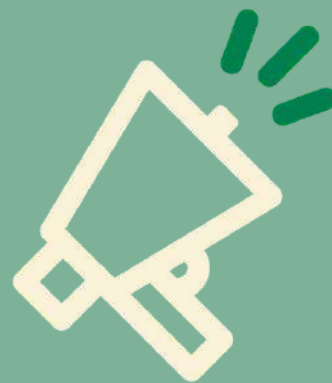
Campagnes (Pornocriminalité : procès et plaidoyer)



Excédent : 37 000 €

8 450

heures de bénévolat



647

**Adherent-es ont soutenu
nos actions en 2024**

11

**mobilisations de rue dont
certaines dans toute la France**

7

actions en justice

2

**réunions publiques
mensuelles
par antenne
en moyenne**

10

**réunions
publiques à Paris
et 800 personnes
rencontrées**

PLAIDOYER :

80

rencontres institutionnelles

53

**newsletters
envoyées**

11 400

abonné-es à la newsletter

24

**communiqués de presse envoyés
à 2 262 journalistes et contacts
institutionnels**

2

**journaux envoyés
à environ 655
adhérent-e-s**

125

articles de presse

30

**passages TV
et radio**

12

tribunes

OLF EN ACTION

- Temps forts 2024
- Nos actions
- Nos victoires 2024

TEMPS FORTS 2024

JANVIER

- **10 janvier** : Projection-débat autour du documentaire *Ni les femmes, ni la terre !* qui met en évidence le parallèle entre les logiques d'appropriation capitaliste, coloniale et patriarcale de la terre et des corps des femmes - Groupe Féminisme, écologie, climat
- **11 janvier** : Rassemblements de rue contre les violences sexistes et sexuelles

FÉVRIER

- **29 février** : Caféministe *Chasses aux sorcières : exclusion des femmes du savoir médical à travers les âges* - OLF 35

MARS

- **4 mars** : Manifestation en soutien à la constitutionnalisation de l'IVG
- **8 mars** : Manifestations et grève à l'occasion de la Journée Internationale de lutte pour les droits des femmes avec le collectif interassociatif #GrèveFéministe

AVRIL

- **10 avril** : FéminisTalk *Constitutionnalisation de l'IVG en France*, retour sur l'inscription historique de la liberté de recourir à l'IVG dans la Constitution française - OLF IDF
- **27 et 28 avril** : FéministCamp 2024 à Rambouillet

MAI

- **6 mai** : Manifestation du collectif avortement Europe contre les menaces sur le droit à l'avortement aux USA et en soutien aux mobilisations états-uniennes
- **29 mai** : Rassemblement contre les violences sexistes et sexuelles dans le milieu médical et la culture carabine devant le ministère de la Santé #MeTooSanté

JUIN

- Mobilisation contre l'extrême droite dans le cadre de la campagne législative, avec en point d'orgue les manifestations du **23 juin**

JUILLET

• Contribution au rapport de Reem Alsalem, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la violence contre les femmes et les filles sur la question de la violence de l'industrie pornocriminelle présenté à l'occasion de la 56ème session du Conseil des droits humains à Genève

SEPTEMBRE

- **14 septembre :**
Manifestation à Paris en soutien aux victimes du procès Pélicot et à toutes les victimes de violences sexuelles
- **28 septembre :**
Manifestations pour le droit à l'avortement partout dans le monde

OCTOBRE

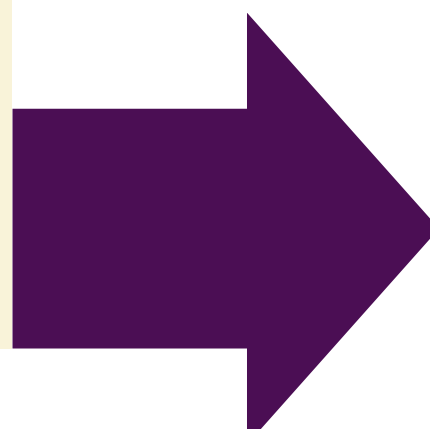
- **19 octobre :**
Rassemblements devant les tribunaux en soutien aux victimes de violences sexistes et sexuelles
- **30 octobre :** FéminisTalk
Les défis du féminisme aujourd'hui au Brésil et dans le monde avec Yasmin Morais, afroféministe brésilienne - Groupe Féminisme antiraciste

NOVEMBRE

- **15 novembre :** 15 ans d'Osez le Féminisme en partenariat avec Les Audacieuses Café
- **25 novembre :**
Manifestations à l'occasion de la Journée Internationale de Lutte contre les Violences masculines avec le collectif interassociatif #GrèveFéministe

DÉCEMBRE

- **11 décembre :** FéminisTalk et webinaire *Les angles morts médiatiques du procès de Mazan* abordant notamment l'omission du rôle central de la production de pornographie dans l'acte criminel, la pathologisation des accusés et l'absence de discussion sur l'inceste dans le traitement médiatique de l'affaire



NOS ACTIONS

ACTIONS EN JUSTICE

OLF PARTIE CIVILE

Depuis 2020, Osez le Féminisme mène une stratégie juridique d'ampleur pour faire reconnaître les violences sexuelles et l'exploitation systémique opérée par l'industrie pornographique française, en collaboration avec Les Effrontées, le Mouvement du Nid et le Collectif Féministe Contre le Viol (CFCV).

L'association est engagée dans plusieurs affaires judiciaires majeures :

- **Affaire French Bukkake** : Fin 2023, 17 hommes ont été mis en examen pour viols, viols en réunion et traite d'êtres humains. Osez le Féminisme, qui s'est portée partie civile, a fait appel de cette décision pour que des qualifications aggravantes soient retenues (racisme, sexisme, torture et actes de barbarie) et que l'affaire soit jugée par une cour d'assises et non par une cour criminelle départementale, permettant ainsi le non-plafonnement des peines à 20 ans de réclusion. Suite au rejet de cette demande par la cour d'appel, l'association souhaite se pourvoir en cassation.
- **Affaire Jackie et Michel** : Une enquête ouverte en 2020 a conduit à la mise en examen de quatre individus pour viols et proxénétisme. L'instruction est toujours en cours, et Osez le Féminisme accompagne les 12 femmes plaignantes.

Depuis 2020, l'accompagnement de 60 victimes de l'industrie pornographique repose sur plusieurs axes essentiels à leur reconstruction et leur quête de justice :

- **Soutien juridique** : Un pool de 34 avocats coordonné par l'association accompagne les victimes tout au long des procédures judiciaires. Cet appui permet de préparer efficacement les procès à venir et d'obtenir des indemnisations, notamment auprès de la Commission d'indemnisation des victimes d'infractions (CIVI).
- **Prise en charge psychologique** : Consciente des lourdes séquelles laissées par les violences subies, l'association met à disposition des victimes un accompagnement spécialisé avec des psychotraumatologues, leur permettant de bénéficier d'un suivi adapté à leurs besoins.

- **Aide matérielle** : Pour lever les obstacles pratiques à leur démarche judiciaire et à leur reconstruction, Osez le Féminisme assure la prise en charge des frais de transport et d'hébergement des victimes dans le cadre de leurs démarches et auditions.
- **Préparation collective** : L'association organise des temps de rencontre et de préparation aux procès afin de renforcer la solidarité entre les victimes et de les aider à se préparer aux échéances judiciaires. En janvier 2024, un week-end de rencontre a réuni une vingtaine de plaignantes, les parties prenantes du projet ainsi que des intervenantes extérieures. Les échanges ont porté sur le fonctionnement de l'industrie pornographique, les mécanismes psychotraumatiques, le déroulement d'un procès et les enjeux médiatiques. Des moments de détente et de convivialité, incluant une séance de yoga et un atelier d'art-thérapie, ont également été proposés.

Une chargée de projet a assuré la coordination de l'accompagnement, garantissant un suivi social et psychologique des victimes.

LES ACTIONS EN CONTENTIEUX JURIDIQUE

- **Lutte contre l'exposition des mineurs à la pornographie**

Aujourd'hui, les enfants sont exposés aux contenus pornographiques dès 10 ans, à l'âge d'accession à un téléphone portable. En France, 51% des garçons de 11 à 12 ans visionnent de la pornographie régulièrement (contre 65% des 16-17 ans et 55% des hommes majeurs).

Osez le Féminisme poursuit son engagement pour l'application effective du contrôle d'âge sur les sites pornographiques, conformément aux lois françaises et européennes. Malgré l'interdiction légale depuis 1994, l'accès des mineurs à ces contenus reste massif, avec de graves conséquences sur leur santé mentale et leurs droits fondamentaux et façonnant une société mortifère pour demain.

L'association a combattu les recours dilatoires déposés devant le Conseil d'État par les plateformes pornographiques, s'opposant à la mise en application de la loi SREN (Loi Sécuriser et Réguler l'Espace Numérique) de 2024, qui renforce les pouvoirs de l'Arcom pour bloquer leurs sites. Le 6 mars 2024, le Conseil d'État a prononcé un sursis à statuer, renvoyant 3 questions préjudicielles à la CJUE (Cour de Justice de l'Union Européenne). Engagées dans ce contentieux, Osez le Féminisme et Les Effrontées ont produit des observations pour rappeler le caractère profondément nocif de la pornographie et tenter d'influer sur la décision décisive de la CJUE attendue pour mars 2025. Par cette action, nous exigeons l'application stricte du contrôle d'âge sur toutes les plateformes pornographiques, afin de protéger les mineurs des contenus violents et misogynes qu'elles diffusent.

Notre action coordonnée permet de peser dans le débat public européen, en montrant l'émergence d'un consensus autour de la nécessité de protéger les mineurs de l'exposition à ces contenus.

L'issue de ce contentieux pourrait permettre :

- De reconnaître la nocivité de la pornographie et encadrer sa diffusion,
- De déconstruire le discours de l'industrie pornographique,
- De donner à la France la pleine compétence pour bloquer ces sites au niveau national et européen.

- **Déréférencement des contenus illicites**

Grâce à une action en justice menée avec une victime, Google a été condamné en novembre 2024 pour ne pas avoir déréférencé des vidéos de viols, ouvrant la voie à d'autres recours similaires. En parallèle, un partenariat avec E-enfance a été établi pour faciliter le déréférencement des contenus pédocriminels en ligne.

EXPERTISE ET PLAIDOYER

Au fil des années, Osez le Féminisme a développé un réseau regroupant des compétences et expertises juridiques, politiques, féministes qui a mené à plusieurs actions concrètes en 2024.

Au niveau français

L'association a poursuivi ses actions auprès des institutions pour renforcer la régulation des contenus pornographiques illégaux. Elle a notamment travaillé avec plusieurs ministères, parlementaires et organismes comme la Plateforme d'Harmonisation, d'Analyse, de recoupement et d'Orientation des Signalements (PHAROS), l'Autorité de la Régulation de la Communication Audiovisuelle et Numérique (ARCOM) et la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) pour obtenir le retrait des vidéos des plaignantes et faire avancer la législation.

Un travail spécifique a été mené autour de la loi SREN de 2023, aboutissant à l'extension des pouvoirs de PHAROS sur le retrait de contenus illicites.

L'association s'est également opposée à la mise en place d'un référentiel technique des dispositifs de contrôle d'âge proposé par cette loi SREN visant à renverser la charge du contrôle sur l'Etat en place des sites pornographiques.

Enfin, elle a poursuivi son plaidoyer pour le retrait des fresques pornographiques dans les salles de garde des Centres Hospitaliers Universitaires (CHU).

Au niveau européen

Osez le Féminisme a renforcé sa stratégie de plaidoyer en organisant un colloque international sur l'exploitation sexuelle en ligne, en collaboration avec la Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes. Ce colloque, qui a eu lieu le 14 février 2025, a permis d'analyser les cybercrimes et de formuler des recommandations dans le cadre de la révision de la Directive européenne sur les contenus pédocriminels. L'association a également mené une campagne en faveur de l'adoption du règlement européen imposant aux hébergeurs une surveillance proactive des contenus pédocriminels en ligne.

Au niveau international

En 2024, Osez le Féminisme a participé à la 68ème session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW68), principal organe international dédié à l'égalité entre les femmes et les hommes. Le thème prioritaire de l'édition 2024 portait sur l'accélération de la réalisation de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et filles en s'attaquant à la pauvreté et en renforçant les institutions et le financement dans une perspective sexospécifique. Représentée par Violaine de Filippis, l'une de ses porte-paroles, et Alyssa Ahrabare, sa représentante au sein de la Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes, OLF a organisé un événement mettant en lumière les dangers de la glamourisation de l'exploitation sexuelle en ligne. À cette occasion, l'ouvrage des Frangines, *Petit guide pour une sexualité féministe et épanouie*, a été présenté, accompagné d'une analyse critique des plateformes qui ubérisent l'exploitation sexuelle, telles qu'OnlyFans. Tout au long de la CSW, les représentantes d'OLF ont participé à de nombreuses réunions avec la délégation française, dont la ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, pour porter une parole féministe radicale contre l'exploitation sexuelle et les violences sexistes et sexuelles en ligne.

MOBILISATIONS ET SENSIBILISATIONS

L'APPUI DES GROUPES DE TRAVAIL

LES GROUPES THÉMATIQUES

LE GROUPE FÉMINISME ET JUSTICE

1 - Présentation du groupe

Le groupe de travail Féminisme et justice a poursuivi en 2024 son engagement en faveur d'une justice plus équitable pour les victimes de violences masculines, en mettant particulièrement l'accent sur la question des expertises psychologiques et psychiatriques judiciaires. Encore trop peu analysé sous un prisme féministe, ce domaine constitue un obstacle majeur à l'accès à la justice pour les victimes de violences sexuelles, notamment en raison des expertises en crédibilité systématique, des évaluations visant à juger si la victime semble dire la vérité.

2 - Les actions du groupe en 2024

Étude de droit comparé sur les expertises psy judiciaires

Le groupe a mené une étude de droit comparé afin d'analyser les pratiques en matière d'expertises psy judiciaires dans les affaires de violences sexuelles. Cette recherche vise notamment à établir si, comme en France, les expertises en crédibilité sont systématisées, ou encore si, à l'inverse du système français, les experts psy judiciaires doivent justifier d'une formation spécifique pour évaluer les victimes de violences sexuelles. Elle s'interroge également sur l'existence d'un dispositif de contrôle des experts, de leur méthodologie scientifique et de l'absence de biais discriminatoires. Les recherches ont révélé d'importantes disparités d'un pays à l'autre. Des contacts ont été établis avec des avocates et associations féministes dans plusieurs pays afin d'approfondir ces recherches.

Échanges sur l'actualité judiciaire

À chaque réunion, les militantes du groupe consacrent un temps d'échange aux actualités judiciaires liées aux violences masculines et à leur traitement par la justice. Ces discussions permettent d'analyser les décisions récentes sous un prisme féministe, de repérer les évolutions jurisprudentielles et d'alimenter les réflexions du groupe. Elles constituent ainsi un socle essentiel pour approfondir le travail de recherche, renforcer le plaidoyer et formuler des propositions visant à améliorer l'accès à la justice pour les victimes.

3 - Les perspectives pour 2025

Le groupe poursuit en 2025 son travail de droit comparé afin d'élaborer un plaidoyer visant à interpeller les institutions sur la nécessité de réformer les pratiques d'expertise psy judiciaire en matière de violences sexuelles. Cette étude permettra d'identifier les dispositifs efficaces mis en place dans d'autres pays et de les confronter aux graves dysfonctionnements constatés en France, afin de formuler des recommandations concrètes.

Par ailleurs, une analyse approfondie de la liste des experts psychiatres et psychologues judiciaires inscrits auprès des cours d'appel françaises a été entamée et se poursuivra en 2025. En parallèle, une recherche sera menée afin de clarifier le sens des différentes catégories d'experts psy définies par décret et d'examiner les modalités de leur désignation par les juges.

Enfin, un FéminisTalk consacré au rôle des expertises psychiatriques et psychologiques dans le système d'impunité des violences masculines est en préparation pour 2025.

L'engagement du groupe Féminisme et justice s'inscrit ainsi dans une dynamique de veille, d'analyse critique et de proposition, avec pour objectif une meilleure reconnaissance des violences masculines par la justice et un respect effectif des droits des victimes.

LE GROUPE ABOLITION-PORNO-PROSTITUTION

1 - Présentation du groupe

Après le FeministCamp et l'arrivée de nouvelles militantes, le groupe Abolition a relancé ses activités avec un double objectif : approfondir la formation des membres et préparer une campagne grand public. La formation des nouvelles militantes est une priorité afin de garantir une compréhension solide des enjeux liés à l'abolition de l'exploitation des corps des femmes. Plusieurs sessions ont été organisées pour approfondir des thématiques clés : le cadre législatif actuel, les réalités du terrain, l'impact de la prostitution sur les personnes concernées, ainsi que les arguments abolitionnistes face aux discours réglementaristes. Ce travail vise à renforcer les connaissances de chacune et à outiller les militantes pour intervenir efficacement dans les actions de sensibilisation.

2 - Les actions du groupe en 2024

La préparation de la campagne grand public sur les impacts de la pornographie sur nos sexualités a été lancée en 2024 et reste en cours. Cette initiative s'inscrit dans un objectif de sensibilisation massif autour des enjeux liés à l'abolition de la prostitution et de la consommation de pornographie.

Pour cela, un kit de campagne complet a été conçu pour maximiser l'impact de notre message. Ce kit comprend des supports de communication variés, dont des tracts aux formats adaptés (un grand format A4 pour un argumentaire détaillé, et un petit format A5 pour une diffusion plus large), des affiches stratégiquement positionnées dans les lieux publics pour attirer l'attention, des pochoirs permettant des interventions visuelles percutantes dans l'espace public, ainsi qu'une présentation PowerPoint « clé en main » pour accompagner nos interventions en antenne. Ce dispositif est conçu pour véhiculer des messages forts sur les effets délétères de l'exposition à la pornographie chez les jeunes, et l'impact durable de cette consommation sur les sexualités. Le but est de visibiliser ces enjeux au plus grand nombre et d'inscrire la lutte abolitionniste et contre la pornocriminalité dans le débat public.

Parallèlement à la conception des supports, le groupe Abolition se réunit régulièrement pour structurer et affiner la campagne, en s'appuyant sur les conclusions du rapport « Pornocriminalité : mettons fin à l'impunité pornographique », remis en septembre 2023 par notre porte-parole Céline Piques au Haut Conseil à l'Égalité entre les Hommes et les Femmes.

3 - Les perspectives pour 2025

En 2025, le groupe Abolition-Porno-Prostitution poursuivra le développement et la mise en œuvre de sa campagne grand public, en renforçant la diffusion de son kit de campagne et en organisant des actions de sensibilisation sur le terrain. La visibilité du combat abolitionniste sera intensifiée par des interventions publiques, l'affichage de messages stratégiques et la diffusion de ressources pédagogiques adaptées à divers publics.

Les formations internes seront également prolongées pour consolider les connaissances des militantes et les préparer à des débats argumentés face aux discours réglementaristes. Un travail d'analyse et de plaidoyer sera mené pour alimenter les réflexions sur la pornocriminalité et l'exploitation des corps des femmes, notamment en collaborant avec d'autres collectifs féministes et en s'appuyant sur les évolutions législatives. Le groupe continuera ainsi à inscrire la lutte abolitionniste au cœur du débat public, en articulant mobilisation de terrain et réflexion stratégique.

LE GROUPE FÉMINISME ANTIRACISTE

1 - Présentation du groupe

Le groupe est composé de 7 militantes et de 3 co-coordinatrices (Maïna Cerniawsky, Majda Mansory et Amani Abidi) est non mixte et plurinational. Le groupe Féminisme Antiraciste de notre association continue de promouvoir un féminisme intersectionnel, imbriquant notamment les luttes contre le racisme, le sexisme, le classisme, à OLF et dans la société. L'année 2024 a été marquée par l'arrivée de nouvelles membres et un renforcement de nos réflexions sur des sujets clés venus des actualités en France, tels que l'islamophobie, le racisme systémique, le néo-colonialisme, les stratégies de racisation particulièrement acharnées à l'encontre des Noir.es et Arabes en France et les discriminations structurelles subies par les filles et femmes non blanches dans le patriarcat.

2 - Les actions du groupe en 2024

Nouvelles adhérentes

Cette année, nous avons accueilli de nouvelles adhérentes, dont Wako, militante et membre active. Elle a apporté une expertise précieuse sur les luttes autochtones.

Club de lecture

Notre club de lecture a constitué un espace d'échanges et de réflexions en profondeur, privilégiant la lecture collective d'un livre, inscrivant ainsi cette activité dans une tradition féministe d'éveil de conscience. Nous avons lu et échangé autour de *Nous, les transgressives* de Rahma Adjadj, prolongement de son enquête journalistique sur les jeunes femmes d'origine maghrébine, ainsi que ses articles dans Le Monde.

- En cours de lecture : *Le racisme est un problème de Blancs* de Reni Eddo-Lodge, journaliste et autrice britannique. Elle écrit sur le féminisme et le racisme structurel.

Réflexions sur l'Islamophobie et le Sexisme

Un de nos principaux axes de discussion a été la question des discriminations envers les femmes voilées avec, par exemple, l'exclusion des athlètes lors des jeux olympiques. Pendant nos discussions, nous avons partagé des ressources variées, parmi lesquelles les travaux de Maboula Soumahoro, Francesca Albanese, bell hooks, Sihame Assbague, ainsi que le militantisme des basketteuses. Majda a dirigé une rédaction collective, qui a abouti au texte Islamophobie et Sexisme.

Rédaction de la charte du groupe féminisme antiraciste

Nous avons commencé à élaborer une charte de conduite et de positionnement pour structurer nos actions au sein du groupe de travail et préciser les principes qui prennent en compte le bien-être des militantes comme important politiquement, surtout celles à l'intersection de plusieurs violences au long de leur vie.

Contributions aux événements féministes

- Maïna Cerniawsky représente OLF au sein du *European Migrant Women Network* en 2024.
- FeministCamp : Le groupe a contribué activement au *FeministCamp* organisé par l'association, avec :
 - Un atelier "*Islamophobie et Féminisme*".
 - Une semi-plénière "*Extrême droite et instrumentalisation du féminisme*".
 - Une semi-plénière "*Faut-il abolir l'adoption internationale ?*".
- Féministalks et Conférences
 - Présentation du groupe au *Féministalk* de rentrée en septembre 2024, par Maïna Cerniawsky.
 - Un Féministalk en octobre 2024 à Paris avec Yasmin Morais, militante afroféministe, sur les défis du féminisme dans le monde.

Mobilisations

Face à la montée des mouvements d'extrême droite en France et à la perspective des élections législatives, de nombreuses membres du groupe ont consacré du temps à soutenir des associations antiracistes ou de terrain pour renforcer la mobilisation.

3 - Les perspectives pour 2025

- Finalisation de la charte du groupe Féminisme antiraciste
- Poursuite de notre travail critique sur le système d'adoption internationale
- Enrichissement du club de lecture/Formation militante
 - De nouvelles lectures et discussions seront intégrées.
- Organisation de conférences
 - Un *Féministalk* à venir sur *Le féminisme décolonial et abolitionniste*.
 - Un *Féministalk* sur *Les luttes des Mapuches*.
 - Organisation d'un événement sur *La domestication et féminisme*.

LE GROUPE FÉMINISME, ÉCOLOGIE, CLIMAT

1. Présentation du groupe

Le groupe féminisme, écologie, climat se compose d'un ensemble de militantes engagées dans la lutte pour l'égalité des sexes et la transition écologique.

À la date du 26 mars 2025, le groupe compte 24 membres actifs sur WhatsApp et une mailing list de 50 abonnés. Le cœur du groupe est constitué de 6 à 7 militantes particulièrement investies. Le groupe est présent sur trois antennes régionales : Île-de-France, Clermont-Ferrand et Montpellier. Les membres se réunissent une fois par mois pour discuter des actions à mener et des enjeux à aborder. Cette structure permet de maintenir une dynamique de travail collective et de renforcer les liens entre les participantes.

2. Les actions du groupe en 2024

En 2024, le groupe a mené plusieurs actions marquantes qui ont permis de sensibiliser et de mobiliser sur les enjeux de l'écoféminisme. Tout d'abord, le 10 janvier 2024, un féministalk a été organisé à Paris autour du documentaire 'Ni les femmes, ni la terre', avec la participation de la philosophe Catherine Larrère. L'événement, animé par Anouk Cohen et Laura Barbier, a attiré environ 25 participant-es. Le groupe a également clôturé la campagne Matrimoine écoféministe sur Instagram début 2024. Cette campagne a été couronnée par la publication du dernier reel en février 2024, mettant en lumière le travail de Berta Flores Carceres, et a totalisé 12 000 vues. Les reels de la campagne ont généré entre 10 000 et 20 000 vues chacun, grâce à un travail collectif de création de contenus assuré par Anne-Lise Rias, Anouk Cohen, Juline Faivre et Laura Barbier, et mis en forme par Maina Cerniawsky.

Le 20 mars 2024, un webinaire a été coorganisé avec l'association "Women for sea", qui a réuni une quarantaine de participant-es. Ce webinaire était ouvert aux adhérentes d'Osez le Féminisme et a permis un échange fructueux avec Cristina Tébar Less, présidente de l'association, et Louise-Océane, responsable de ses actions. Par ailleurs, le groupe a animé deux ateliers lors du Feministcamp : un atelier "fresque du climat féministe", dirigé par Anne-Lise Rias, et un atelier "répartie écolo féministe", animé par Anouk Cohen et Camille Ségalas.

Lors de la rentrée 2024, le groupe a également été invité à présenter ses actions lors du féministalk de rentrée, où Anouk Cohen a partagé la vision et les objectifs du groupe. En parallèle, un travail important a été mené sur le texte de positionnement du groupe. Ce travail a commencé au printemps 2024 et devrait être finalisé début 2025. Il s'agit d'un texte fondamental rédigé par cinq militantes du groupe, qui constitue la base pour les futures actions et revendications du collectif. En outre, chaque réunion mensuelle est l'occasion

de partager des ressources sur des thématiques variées, telles que l'impact des guerres sur les femmes, la charge mentale écologique ou encore le rapport du CESE sur les inégalités de genre et la crise climatique et écologique.

3. Les perspectives pour 2025

Les perspectives pour 2025 et 2026 sont ambitieuses et s'inscrivent dans une logique de consolidation et d'élargissement des actions menées. La finalisation du texte de positionnement du groupe en début d'année 2025 constituera une étape essentielle pour formaliser les valeurs et les revendications du groupe. À partir de ce texte, un travail de plaidoyer sera élaboré, visant à défendre ces revendications auprès des acteurs politiques et sociaux.

Par ailleurs, le groupe prévoit un échange avec Léa Billen, chercheuse spécialisée dans l'écologie populaire, qui a axé ses premières recherches sur l'engagement des femmes dans les luttes écologiques. Un webinaire pourrait être organisé autour de cette thématique, afin de mieux comprendre les dynamiques de l'écologie populaire et la place des femmes dans ce domaine. Le groupe prévoit également d'organiser prochainement à Paris un nouveau Féministalk autour de l'écologie féministe, populaire et inclusive.

Enfin, les militantes du groupe prévoient de poursuivre leur engagement en animant des ateliers lors du prochain Féministcamp, de continuer à se former et à s'informer sur les enjeux de l'écoféminisme, et de partager régulièrement des informations et des ressources pour sensibiliser encore davantage aux problématiques écologiques et féministes.

LE GROUPE OLF-EUROPE

1 - Présentation du groupe

Le groupe OLF-Europe travaille sur les enjeux féministes européens, le plaidoyer dans le cadre des élections européennes 2024 et des initiatives législatives européennes pertinentes. Depuis sa création en septembre 2023, le groupe OLF-Europe effectue un travail de veille concernant les évolutions législatives européennes en lien avec les droits des femmes, ainsi qu'un travail de représentation auprès de la CLEF, de Brussels' Call et de la CSW. Le groupe a notamment travaillé sur la rédaction du manifeste pour les élections européennes de 2024 d'Osez le Féminisme en partenariat avec la CLEF.

2 - Les actions du groupe en 2024

En 2024, Osez le Féminisme a poursuivi et renforcé ses mobilisations européennes, s'imposant comme un acteur féministe de référence sur les enjeux liés aux droits des femmes dans l'Union européenne. Coordonnées par

Alyssa Ahrabare, militante de longue date et experte en plaidoyer européen, ces actions ont permis à l'association d'interpeller les institutions européennes, de produire des ressources stratégiques et de faire entendre la voix des féministes françaises au sein des débats européens.

Suivi législatif européen : Une attention particulière a été portée à la Directive sur la lutte contre les violences faites aux femmes et à la révision de la Directive anti-traite. En collaboration avec la Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF) et le Brussels' Call, une veille régulière a été assurée.

Vulgarisation et sensibilisation : OLF-Europe a organisé un Féministalk thématique et publié des contenus sur les réseaux sociaux pour informer et sensibiliser le grand public aux enjeux européens.

Plaidoyer et mobilisation : Un manifeste féministe européen a été co-rédigé avec la CLEF pour les élections européennes de juin 2024. Diffusé auprès des candidat-es et des partis politiques, ce manifeste a notamment mis en garde contre la montée de l'extrême droite et promu une vision féministe de l'Europe.

Engagements notables

OLF-Europe s'est illustré par plusieurs initiatives marquantes :

- **Colloque européen à Strasbourg (2025)** : Co-organisation d'un événement autour de la lutte contre l'exploitation sexuelle en ligne.
- **La constitution d'une coalition féministe européenne** pour se porter partie intervenante dans le cadre d'un recours porté devant la Cour européenne des droits de l'homme contre la France, dans une affaire dite "BDSM", où la justice française avait conclu à l'absence de viol en se fondant sur un prétendu contrat de soumission entre la victime et son agresseur. Ce dernier, supérieur hiérarchique de la plaignante, l'a violée, humiliée et torturée durant plusieurs années. OLF a contribué à une tierce intervention portée par une coalition de sept associations, dénonçant la négation du consentement et la tolérance de la violence sexuelle sous couvert de pratiques "consenties". Cette mobilisation s'inscrit dans la continuité des combats féministes pour une réelle reconnaissance de l'emprise et du continuum des violences masculines

3 - Les perspectives pour 2025

OLF ambitionne de renforcer son influence en Europe en poursuivant son plaidoyer, notamment sur la transposition des directives clés. Des projets de recherche comparative sur les politiques publiques de soutien aux victimes de violences sexistes et sexuelles sont également en cours. L'association continuera de nouer des partenariats avec des organisations féministes européennes, de dialoguer avec les eurodéputées et de sensibiliser le public aux enjeux féministes européens.

Plus que jamais, nous sommes mobilisé.es pour faire entendre la voix des féministes françaises en Europe !

LE GROUPE APPROCHE FÉMINISTE DE LA PÉDOCRIMINALITÉ ET DE L'INCESTE

1 - Présentation du groupe

Le groupe "Approche féministe de la pédocriminalité et de l'inceste" a été créé dans la suite du Feministcamp 2024 en réaction à la mise en péril de la CIIVISE (Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants) et de son engagement féministe par le gouvernement. Le groupe, composé de militantes, dont des survivantes, vise à développer une analyse féministe de ces violences en les inscrivant dans un continuum structurel patriarcal.

Le groupe de travail est un espace militant féministe dédié à la formulation et au déploiement d'un plaidoyer féministe, qui intègre les vécus des survivantes dans ses réflexions collectives, en adoptant une approche située.

2 - Les actions du groupe en 2024

Études et analyses

- Lecture collective du rapport de la Commission Indépendante sur l'Inceste et les Violences Sexuelles faites aux Enfants (CIIVISE).
- Analyse d'études sur la prise en charge judiciaire et la victimisation secondaire. Analyse des stratégies des agresseurs.

Sensibilisation et plaidoyer

- Création d'une frise historique retraçant l'évolution de la prise en compte de l'inceste en France.
- Inventaire de ressources culturelles (films, pièces de théâtre, concerts...).
- Revue de presse régulière.

Réseautage et formation

- Collaboration avec le groupe chargé des Interventions en Milieu Scolaire (IMS) pour inclure ces sujets dans leurs interventions.
- Prise de contact avec des associations engagées dans la lutte contre l'inceste et la pédocriminalité.

3 - Les perspectives pour 2025

Avec la publication d'un nouveau rapport de la CIIVISE en février 2025, le groupe ambitionne de renforcer son rôle en contribuant aux recommandations de politique publique défendues par l'association. Il prévoit :

- Un engagement accru dans le plaidoyer, notamment par des collaborations avec d'autres associations.
- Une campagne de sensibilisation sur les réseaux sociaux autour de la prévention et de la lutte contre l'inceste.
- Le développement d'un travail de plaidoyer porté au sein du Conseil d'Administration de l'association pour accompagner la transition de la CIIVISE vers une politique publique durable.

Ce groupe mène un travail de fond crucial sur des sujets encore trop souvent ignorés dans le débat public, mais qui représentent pourtant des violences systémiques massives, au cœur du continuum des violences masculines.

LE GROUPE LESBIENNES ET FÉMINISTES

1 - Présentation du groupe

Le groupe s'est formé à la suite de l'atelier "Pour un lesbianisme libéré du male gaze grâce au féminisme", organisé lors du FéministCamp 2024. Les réunions se sont tenues au cours du printemps et de l'été 2024, période durant laquelle Jeanne Audren de Kerdrel, sa coordinatrice, était disponible pour relancer une dynamique militante autour des vécus spécifiques des lesbiennes, dans une perspective féministe. Pensé comme un espace de réflexion, d'échange et de sororité, ce groupe vise à visibiliser des réalités lesbiennes encore trop souvent marginalisées, à interroger les normes hétérosexuelles et sexistes, et à renforcer les solidarités féministes autour de l'expérience lesbienne.

2 - Les actions du groupe en 2024

Durant ses rencontres, le groupe a exploré une variété de thématiques autour des vécus spécifiques des lesbiennes dans une perspective féministe. Ont ainsi été abordés : l'hétérocaptivité et les parcours de prise de conscience lesbienne face aux injonctions hétérosexuelles et aux violences masculines ; les représentations culturelles des lesbiennes, souvent marquées par le male gaze, la stigmatisation ou la fétichisation ; les violences, y compris au sein des relations lesbiennes, encore largement invisibilisées ; ou encore les enjeux liés au sport, aux normes de féminité et à la lesbophobie dans les milieux sportifs. À travers ces échanges, le groupe a mis en lumière l'importance de construire des espaces de réflexion, de transmission et de solidarité pour penser une politique lesbienne et féministe.

3 - Les perspectives pour 2025

À la suite du Féministalk "Les lesbiennes à l'écran et sur scène", organisé en avril 2025 en amont de la Journée de visibilité lesbienne du 26 avril, le groupe Lesbiennes et féministes sera relancé avec pour objectif de se réunir une fois par mois et de proposer un espace pérenne de rencontre, de réflexion et de proposition autour des enjeux lesbiens au sein de l'association.

Dans un second temps, le groupe pourra également construire et porter des projets et des actions.



Projection-débat autour
du documentaire *Ni les
femmes, ni la terre !*
**Groupe Féminisme,
Écologie, Climat**



FéminisTalk
*Les défis du
féminisme
aujourd'hui au Brésil
et dans le monde*
**Groupe Féminisme
Antiraciste**

LES GROUPES TECHNIQUES

LE GROUPE JOURNAL

Depuis la naissance de l'association en 2009, Osez le Féminisme publie un journal bimestriel. Avant tout destiné aux adhérent-e-s, le journal témoigne de l'actualité de l'association (campagnes, thématiques abordées en réunion, événements...), et plus globalement de la situation des femmes dans tous les domaines de la société. Le journal fait aussi la part belle à des militantes, des professionnelles, des artistes, des collectifs, des associations, qui portent des initiatives féministes, en France et ailleurs.



Le dernier numéro du Journal d'Osez le Féminisme explore la figure des sorcières, symbole de persécution mais aussi d'émancipation féminine. À travers un dossier riche et documenté, ce numéro retrace l'histoire des chasses aux sorcières, depuis la fin du Moyen Âge jusqu'à aujourd'hui, en analysant comment ces persécutions ont servi à asseoir un ordre patriarcal et capitaliste. Des extraits d'ouvrages majeurs, comme *Le Marteau des Sorcières* ou les travaux de Silvia Federici, viennent éclairer cette histoire sombre, tandis que des récits contemporains témoignent du renouveau de cette figure dans les luttes féministes actuelles.

Au-delà du dossier principal, ce numéro revient sur plusieurs combats actuels d'OLF. Il met en lumière la mobilisation contre les fresques "carabines" sexistes présentes dans les hôpitaux et dénonce le harcèlement sexiste d'ambiance subi par les femmes. Une interview de la photographe et militante afro-féministe Maggy Dago vient enrichir ce numéro, tout comme un focus sur l'impact du patriarcat dans l'espace public.

Enfin, la rubrique "À lire, à voir" met en avant *Noémie dit Oui*, un film poignant qui aborde la prostitution des mineures, rappelant l'urgence de lutter contre l'exploitation sexuelle. Comme toujours, ce journal est un outil d'analyse et de mobilisation pour poursuivre la lutte féministe sous toutes ses formes.

LE GROUPE INTERVENTIONS EN MILIEU SCOLAIRE

Le groupe Interventions en Milieu Scolaire (IMS) aide les jeunes à déconstruire les stéréotypes sexistes, comprendre les inégalités et sensibiliser aux violences contre les femmes. S'appuyant sur *Le petit guide pour une sexualité féministe et épanouie* (publié par Osez le Féminisme en 2021), il propose des ateliers interactifs adaptés aux niveaux scolaires. Cinq thématiques sont abordées : stéréotypes de genre, relations amoureuses saines, connaissance du corps, violences sexistes et sexuelles, et déconstruction de la pornographie. Les interventions, d'environ 2 heures, sont animées par deux intervenantes formées. Le groupe se réunit régulièrement pour adapter les contenus et favoriser l'appropriation des supports, avec un accompagnement progressif sur le terrain.

En 2024, le Groupe Interventions en Milieu Scolaire d'Osez le Féminisme s'est fortement mobilisé pour sensibiliser les élèves aux enjeux d'égalité. Avec 15 bénévoles engagées, le groupe a réalisé 20 interventions en lycée, dont 3 en classe de seconde (avec des demi-groupes non mixtes) et 15 en terminale (générale, professionnelle et classes SEGPA/ULIS), totalisant 40 heures d'échanges en classe. Ces interventions, parfois en non-mixité, ont nécessité un investissement important, avec 223 heures de préparation en amont.

Afin d'élargir son action, Osez le Féminisme a d'abord contacté les collèges parisiens en leur envoyant un exemplaire du livre *Beyoncé est-elle féministe ?* ainsi qu'une lettre présentant ses interventions. Par la suite, l'ensemble des collèges et lycées d'Île-de-France a été sollicité via un document de présentation pour recenser les établissements intéressés et programmer les interventions de 2025. Le 23 novembre 2024, une journée de formation a permis aux bénévoles d'acquérir des bases théoriques et des méthodes d'éducation populaire favorisant l'engagement des élèves. Par ailleurs, le groupe a participé à des événements plus larges, comme la Journée civique et citoyenne de l'École de Condé en octobre 2024, sensibilisant ainsi un public étudiant post-bac.

Début 2025, le groupe IMS a échangé avec le groupe Approche Féministe de la Pédocriminalité et de l'Inceste afin d'améliorer les pratiques, notamment en matière de repérage des victimes à travers l'analyse des comportements des enfants et des jeunes, et en identifiant les interlocuteurs clés pouvant recueillir leur parole en cas de témoignage. L'objectif est également d'intégrer ces thématiques dans les supports existants.

Dans cette dynamique, plusieurs axes d'amélioration sont envisagés : recruter davantage d'intervenant·es bénévoles, continuer de collaborer avec le groupe Approche Féministe de la Pédocriminalité et de l'Inceste et initier la collaboration avec d'autres groupes comme le groupe, et élargir le public cible aux enseignant·es et aux parents. La création d'une section spécifique sur le

site web d'Osez le Féminisme permettrait de mieux promouvoir les interventions et de faciliter le recrutement. L'optimisation des outils (Canva Teams, Google Sheets, Drive) est également à l'étude pour alléger la préparation des interventions et assurer leur continuité. Enfin, le programme l'Éducation à la Vie Affective, Relationnelle et Sexuelle (EVARS) pourrait servir de référence pour affiner les contenus, notamment en explicitant les sujets abordés en fonction de l'âge des élèves et en diversifiant les supports pédagogiques.



ACTIONS DE RUE

11 ACTIONS DE RUE



11 janvier (Paris et partout en France) : Rassemblements contre les violences sexistes et sexuelles

4 mars : Manifestation en soutien à la constitutionnalisation de l'IVG

8 mars (Paris et partout en France) : Rassemblements pour la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes

6 mai : Manifestation du collectif avortement Europe contre les menaces sur le droit d'avortement aux Etats-Unis et en soutien aux mobilisations américaines

29 mai (devant le ministère de la Santé, Paris) : Grand rassemblement contre les violences sexistes et sexuelles en santé

23 juin (Paris et partout en France) : Manifestations contre l'extrême-droite

14 septembre : Manifestation en soutien aux victimes de Mazan et à toutes les victimes de violences sexuelles (Place de la République à Paris)

28 septembre : Manifestation pour le droit à l'avortement partout dans le monde

19 octobre 2024 (Paris et partout en France) : Rassemblements et manifestations devant les tribunaux de France en soutien aux victimes de violence sexuelles

23 novembre 2024 : Manifestation avec le cortège Coalition Loi Intégrale au sein du groupe Grève féministe à Paris

25 novembre : Journée internationale pour l'éradication des violences masculines



RÉUNIONS PUBLIQUES : FÉMINISTALK / CAFÉMINISTES

L'antenne francilienne d'Osez le Féminisme, en partenariat avec la Cité Audacieuse, organise une fois par mois les FéminisTalks : des rencontres où l'actualité et les actions à mener sont analysées à travers une perspective féministe. Chaque session s'articule autour d'une thématique portée généralement par l'un des groupes thématiques. Ces échanges sont ouverts à tou-te-s et gratuits. En 2024, les FéminisTalks ont exploré une grande diversité de thématiques féministes à travers neuf rencontres ouvertes au public.

L'année a débuté le **10 janvier** avec une projection-débat autour du documentaire écoféministe et altermondialiste "Ni les femmes ni la terre !", mettant en lumière les liens entre oppression des femmes et destruction de l'environnement. **Le 14 février**, une contre-soirée féministe anti-Saint-Valentin a été organisée pour présenter les actions d'OLF et ses différents groupes thématiques. **Le 20 mars**, un webinaire en collaboration avec l'association Women for Sea a permis d'explorer les liens entre féminisme, écologie et climat. **Puis, le 10 avril**, une discussion a été consacrée à la constitutionnalisation du droit à l'avortement en France, interrogeant l'impact de l'introduction de la liberté de recourir à l'IVG dans la Constitution. **Le 12 juin**, la pièce de théâtre "Classement sans suite", retraçant le parcours des victimes de violences face à la machine judiciaire, a été suivie d'un débat sur les difficultés d'accès à la justice pour les femmes. La réunion publique de rentrée du **11 septembre** a permis de faire un bilan des actions menées et d'accueillir de nouveaux·elles bénévoles. **Le 9 octobre**, un échange a été consacré aux avancées et défis des droits des femmes au niveau européen. **Ensuite, le 30 octobre**, une rencontre avec Vulva Negra a porté sur les enjeux du féminisme aujourd'hui au Brésil et dans le monde. Enfin, l'année s'est clôturée le **11 décembre** avec un webinaire intitulé "Les angles morts médiatiques du procès de Mazan", qui a questionné la couverture et les biais médiatiques dans le traitement de cette affaire.

À travers ces rencontres, les FéminisTalks ont offert un espace d'échange et de réflexion, favorisant une analyse collective des grands enjeux féministes contemporains.

Des Caféministes régulièrement organisés par les antennes des régions sont également l'occasion de se retrouver dans un cadre convivial pour débattre de thèmes féministes et s'informer.

Le **24 janvier**, OLF 35 a organisé un caféministe sur le thème "Le corps et la psyché des femmes à l'épreuve d'une médecine patriarcale et discriminante". Cet échange a permis d'aborder les multiples défis auxquels les femmes sont confrontées dans le domaine médical.

Les discussions ont mis en lumière les disparités dans les diagnostics, les discriminations structurelles dans les parcours de soins et la marginalisation du savoir ancestral féminin en matière de santé. L'éviction historique des femmes du secteur médical a également été questionnée, soulignant la nécessité d'une approche féministe pour repenser les pratiques et les politiques de santé.

Dans la foulée, **le 29 février**, OLF 35 a proposé un caféministe intitulé "Chasse aux sorcières : exclusion des femmes du savoir médical à travers les âges". Cet événement a exploré l'histoire des persécutions des femmes guérisseuses et détentrices de connaissances médicales, considérées comme des menaces par les systèmes patriarcaux. La discussion a permis de retracer les conséquences de cette exclusion sur l'accès des femmes

au savoir médical et sur leur représentation dans les sciences de la santé, ouvrant la réflexion sur la réappropriation de ces savoirs aujourd'hui.

Le 6 mars, OLF 67 a tenu un caféministe autour de la thématique "Vieillir en tant que femme". Ce moment de réflexion collective a mis en évidence les injonctions sociales qui pèsent sur les femmes âgées, ainsi que la manière dont les parcours de vie féminins sont dévalorisés. La discussion a permis d'affirmer la nécessité d'un changement de regard sur la vieillesse et d'une reconnaissance de la richesse des expériences des femmes.

Enfin, **le 28 mai**, OLF 14 a organisé un caféministe sur le sujet "La séparation", questionnant les conséquences genrées des ruptures conjugales. Les échanges ont porté sur les violences économiques, les violences post-conjugales et les impacts sur les enfants. La séparation, loin d'être un simple événement intime, a été analysée comme un fait politique révélant les inégalités structurelles entre les genres.

FÉMINISTCAMP 2024

Depuis sa création, Osez le Féminisme s'est toujours engagé à transmettre les savoirs entre femmes et militantes. Un des principaux moyens pour y parvenir est l'organisation des FéministCamps, des week-ends annuels qui rassemblent plus de 150 adhérentes à la Maison Rurale et Familiale de Rambouillet.

Ces événements offrent une trentaine d'ateliers animés par des militantes bénévoles, des salariées et des intervenantes extérieures, permettant de couvrir des thématiques liées aux stéréotypes, aux violences masculines et aux droits des femmes. Le programme, qui s'étale sur deux jours, permet d'aborder des sujets cruciaux pour le mouvement féministe. Cet événement requiert plusieurs mois de préparation et de coordination entre les salariées et les militantes de l'association. Leur investissement et leur engagement sont essentiels pour faire des FéministCamps un moment fort de transmission, de partage et de réflexion pour toutes les participantes.

Lors de l'édition 2024, le samedi matin, plusieurs ateliers ont été proposés. Gabrielle Siry, militante OLF, a animé un atelier sur la prise de parole en public et dans les médias, destiné aux militantes et responsables d'antennes. Céline Piques, également militante OLF, a proposé un atelier sur l'écriture d'un communiqué de presse, une compétence essentielle pour les mobilisations féministes. Frédérique Schlosser, militante OLF 35, a abordé le regret d'être mère, un sujet souvent ignoré, qu'elle a relié aux stéréotypes patriarcaux sur la maternité. Ursula Le Menn et Lucie Sabau, militantes OLF, ont traité du mécanisme psychotraumatique de l'excitation sexuelle intrusive chez les victimes de violences sexuelles. Majda Mansory et Amani Abidi, militantes OLF, ont exploré la question de l'islamophobie et du féminisme, notamment dans le contexte de la laïcité en France. Enfin, Jeanne Audren de Kerdrel, militante OLF, a proposé un atelier pour repenser le lesbianisme sous un prisme féministe, libéré de l'hétéropatriarcat.

Le samedi après-midi, Maïna Cerniawsky et Ursula Le Menn, militantes OLF, ont animé une discussion sur le refus d'être mère, un choix de plus en plus répandu chez les femmes, analysé sous un angle féministe. Marie-Noëlle Bas, Présidente de l'association Chiennes de Garde, est intervenue sur les manifestations du sexisme ordinaire dans tous les aspects de la vie quotidienne des femmes. Raphaëlle Rémy-Leleu, ancienne porte-parole d'OLF, a proposé une rétrospective des 15 ans d'actions militantes à OLF, retraçant les luttes et les victoires du mouvement féministe au sein de l'association. La journée du samedi s'est clôturée par une soirée conviviale, placée sous le signe de la sororité et de la solidarité féministe.

Le dimanche matin, plusieurs ateliers pratiques ont également été proposés. Anouk Cohen, militante OLF, a animé un atelier ludique pour construire des réparties féministes et écolo, visant à répondre aux remarques sexistes et anti-écologiques. Un autre atelier, dirigé par Marine et Lucie, alternante en communication et service civique au sein de l'association, a initié les participantes à la création d'un flyer événementiel sur Canva, outil essentiel pour la communication militante.

Des semi-plénières ont également été programmées tout au long du week-end, telles que celle de Nasteho Aden et Elsa Labouret, militantes OLF, sur l'extrême droite et l'instrumentalisation du féminisme, où les participantes ont pu échanger sur la manière dont le féminisme est détourné par les forces réactionnaires. Alice Gayraud, ex-rapporteuse CIIVISE, est intervenue quant à elle sur la question de la pédocriminalité et de son lien avec les violences faites aux femmes, une analyse féministe du continuum des violences sexuelles. Le dimanche midi, un pique-nique collectif a clôturé ce moment d'échange et de partage en beauté. Grâce à l'implication de nos militantes et salariées, ce projet est devenu un rendez-vous incontournable pour toutes les femmes engagées dans la lutte pour l'égalité.



FÉMINISTCAMP



15 ANS D'OLF

Pour célébrer 15 ans d'engagement féministe, Osez le Féminisme a organisé un événement qui a réuni militantes, alliées et partenaires autour de moments de partage, de réflexion et de festivité. Une opportunité exceptionnelle de valoriser le matrimoine de l'association. La journée a débuté par un mot de bienvenue chaleureux de Maïna Cerniawsky, vice-présidente et porte-parole, avant de se poursuivre avec des temps forts qui ont marqué cet anniversaire.

Nous avons d'abord exploré les sexualités féministes lors d'une table ronde animée par Elsa Labouret, secrétaire générale et porte-parole, avec Emmanuelle Piet (présidente du Collectif Féministe Contre le Viol), Auriane Dupuy (FNCIDFF, co-signataire du Livre Blanc pour une véritable éducation à la sexualité) et Alix Guibert-Peeters (militante d'OLF, co-autrice du *Petit guide pour une sexualité féministe et épanouie*). Elles ont exploré les chemins possibles vers des sexualités féministes et libérées. Puis s'est tenue la seconde table ronde intitulée « Lutttes féministes contre les conservatismes » animée par Aliénor Laurent, co-présidente et porte-parole : une discussion essentielle avec Nasteho Aden (militante afroféministe et conseillère municipale à Stains), Stéphanie Lamy (militante féministe et autrice de *La terreur masculiniste*), Raphaëlle Rémy-Leleu (conseillère de Paris, co-autrice de *Beyoncé est-elle féministe ?*) et Claire Serre-Combe (secrétaire générale Synptac-CGT). Ensemble, elles ont réfléchi aux résistances face à la montée des conservatismes en France.

Le public a également participé à un quiz sur les 15 ans de féminisme à OLF, un moment ludique pour revivre les victoires et les campagnes marquantes, et a découvert le nouveau logo d'OLF. La journée s'est conclue par un spectacle vibrant, avec la talentueuse Loane Coste, suivie d'une lecture de textes féministes écrits par Alyssa Ahrabare avant de terminer sur un apéro festif.

Ce fut un moment de sororité et de célébration des lutttes féministes, qui continue d'inspirer et de rassembler des générations de militantes.

OSEZ LE FÉMINISME

CÉLÈBRE SES

15 ANS



LES ANTENNES

Les antennes d'Osez le Féminisme à travers la France ont œuvré tout au long de l'année 2024 pour défendre les droits des femmes, lutter contre les discriminations et faire progresser l'égalité femmes-hommes. Ces antennes se sont mobilisées autour de diverses actions d'éducation populaire : clubs de lecture, rencontres littéraires, ciné-débats, conférences-débats (Caféministes), manifestations, ateliers et formations. Chaque événement a été l'occasion de renforcer la sororité, de sensibiliser le public à des problématiques cruciales telles que la santé des femmes, la lutte contre les violences masculines, ou encore la représentation des femmes dans les médias et l'Histoire. Ces moments de rassemblement et d'échange ont permis d'approfondir des réflexions féministes, de renforcer les liens entre militantes et de préparer des actions concrètes pour un avenir plus égalitaire. À travers tous ces événements, les antennes ont porté haut les voix féministes à travers des initiatives locales marquantes.

Découvrez ci-dessous les principales actions menées par ces antennes en 2024.

OLF 13

Dans le cadre de la Journée Internationale des Droits des Femmes, l'antenne OLF 13 a organisé plusieurs actions destinées à sensibiliser le public et à revendiquer la place des femmes dans l'espace public.

Le 7 mars 2024, une action de collage des affiches "Plaques de rues" a été menée afin de rendre hommage aux femmes souvent oubliées de l'Histoire en attribuant symboliquement leurs noms à certaines rues.

Le 9 mars 2024, une initiative intitulée "Les Femmes dans l'espace public : Courses et marches à pied" a été mise en place pour encourager les femmes à reprendre possession de l'espace public et à revendiquer leur droit à se déplacer librement, sans crainte.

OLF 14

14 février, un rassemblement devant la Cour d'appel a soutenu Andréa Bescond et dénoncé les violences dans le milieu artistique.

En juillet, un ciné-débat autour du film Maria de Jessica Palud a permis de discuter des abus dans l'industrie cinématographique. Ces événements ont mis en lumière les violences subies par les victimes et l'impunité dans les institutions culturelles. Le 9 novembre, un apéro rencontre a permis aux membres d'échanger avec les autrices du livre Nos enfants, nous-mêmes, abordant de nouvelles approches féministes de la parentalité.

OLF 17

Le 4 mars, une conférence-débat avec Suzy Rojtman a permis d'approfondir la réflexion sur les luttes féministes et les luttes de classes, un échange essentiel pour comprendre les enjeux de l'égalité dans une perspective intersectionnelle. Le 8 mars, l'antenne OLF 17 a participé activement à la manifestation pour la Journée Internationale de Lutte pour les Droits des Femmes, rejoignant des milliers de personnes pour revendiquer l'égalité des droits et lutter contre les violences faites aux femmes. Le 30 mai, un apéro en plein air a permis d'aborder le thème "Redéfinir la législation sur le viol, le consentement : piège ou avancée ?" lors d'une conversation féministe ouverte à toutes et tous, offrant un espace pour discuter de cette question essentielle.

OLF 34

Le 22 avril 2024, à l'occasion du 80e anniversaire du droit de vote des femmes en France, nous avons eu l'honneur de recevoir Éliane Viennot, historienne et autrice de la série *La France, les femmes et le pouvoir*. Trop souvent oubliée, la conquête du suffrage féminin fut le fruit d'un long combat féministe, marqué par des résistances politiques et sociales. Cette conférence a permis de redonner à cette lutte la place qu'elle mérite dans notre patrimoine collectif. Conférence et chansons "Prostitution : ni un travail, ni du sexe" – le 19 novembre 2024, en partenariat avec le Mouvement du Nid Hérault, en amont de la journée du 25 novembre. En présence de Valérie Tender, militante féministe, conférencière et survivante de la prostitution, qui est intervenue pour explorer différentes facettes de l'exploitation sexuelle comme la psychotraumatologie ou encore l'incompatibilité avec les normes du travail.

OLF 35

Pour commencer l'année, un club de lecture sur les *Luttes Sociales* s'est tenu le 14 janvier. Les participant-es ont échangé autour d'ouvrages inspirants traitant des résistances et mobilisations passées et présentes.

Le 10 mars, une visite guidée féministe de Rennes a mis en avant des figures féminines bretonnes, tout en rebaptisant symboliquement certaines rues de la ville. Les clubs de lecture se sont succédé tout au long de l'année : le 17 mars sur l'afroféminisme, le 21 avril sur les contes et mythes à travers le prisme féministe, et le 9 juin autour de l'écoféminisme, organisé en plein air au parc de Saint-Cyr. Les Caféministes ont continué à explorer des thématiques essentielles : en mai, une réflexion sur la médecine, la discrimination raciale et l'instrumentalisation du corps des femmes a suscité des échanges passionnants, suivie en juin d'un débat sur la culture féminine et la manière dont certaines pratiques ont été dévalorisées.

En novembre, une série d'événements a mis en lumière la critique féministe du système prostitutionnel : le 16 novembre, un club de lecture a proposé une analyse et discussion autour du système de prostitution, suivi d'une grande conférence le 23 novembre intitulée "Corps marchandisé et pouvoir patriarcal", animée par la juriste Héma Sibi, directrice du plaidoyer de CAP International. Pour assurer un accès élargi, cet événement a été retransmis en ligne.

OLF 44

Le 13 mars, un ciné-débat autour du documentaire "Socorristas" a été organisé en présence de sa réalisatrice, Caroline Kim Morange. Cette soirée a été l'occasion d'échanger sur l'accès à l'avortement et les luttes féministes en Amérique latine. Le 16 mai, une rencontre littéraire avec Fiona Schmidt a permis d'explorer la question de l'âgisme à travers son essai *Vieille Peau*. L'autrice y analyse les discriminations liées à l'âge et la manière dont la société invisibilise les femmes après 50 ans.

OLF 59

En mai et juillet, des rassemblements ont été organisés contre l'extrême droite et ses attaques envers les droits des femmes. En octobre, une conférence sur "La reconstruction par le sport" a mis en lumière les bienfaits du sport pour les survivantes de violences, avec la participation de Karine Boucher et de l'association Passer'elles. Enfin, le 22 novembre, OLF 59 a clôturé son année d'actions avec, comme chaque année, une course nocturne contre les violences faites aux femmes, affirmant le droit des femmes à occuper l'espace public en toute sécurité.



OLF 63

Le 13 février, un ciné-débat autour du film *Elaha* a ouvert un échange essentiel sur l'injonction de la virginité avant le mariage que subissent de nombreuses femmes. Le 24 février, une nouvelle session du club de lecture a exploré les liens entre féminisme et écologie, soulignant l'impact genré des crises environnementales. Le 2 mars, un femmage a été rendu aux femmes victimes de féminicides ainsi qu'à Lily, une adolescente de l'Aide Sociale à l'Enfance décédée tragiquement après avoir subi des maltraitements institutionnels. Le 14 mars, une table ronde a réuni chercheur·es et associations pour analyser les violences du système prostitutionnel et réfléchir aux moyens d'y mettre fin. Le 23 mars, le documentaire *Les Petits Mâles* a donné lieu à un débat sur l'éducation des garçons et les stéréotypes de genre. Le 30 mai, une lecture de textes sur le travail des femmes a permis de questionner les inégalités professionnelles et de découvrir l'œuvre de l'artiste iranienne Sarah Tabibzadeh.

OLF 67

5 février 2024 : Publication d'une tribune intitulée « *Non Emmanuel Macron, nos utérus ne sont pas des armes de guerre !* ». Ce texte, rédigé par les militantes de l'antenne, dénonçait les propos du Président de la République sur le « réarmement démographique » et réaffirmait le droit des femmes à disposer librement de leur corps, sans instrumentalisation politique.

21 et 22 septembre 2024 : Dans le cadre des Journées du Matrimoine, en réponse féministe aux Journées du Patrimoine, l'antenne a organisé deux visites de Strasbourg, avec pour objectif de mettre en lumière l'histoire des femmes souvent invisibilisée dans l'espace public. Des figures emblématiques comme Adélaïde Hautval, Louise Weiss et les sorcières d'Alsace ont ainsi été mises à l'honneur à travers un parcours engagé.

NOS VICTOIRES

2024

JANVIER

29/01 : Création de la plateforme “Non de jeune fille” à l’occasion de la journée nationale contre le sexisme.

Après avoir lancé la campagne “Mademoiselle, la case en trop” en 2012, Osez le Féminisme s’allie de nouveau à l’association Chiennes de Garde pour créer la plateforme “Non de jeune fille” le 29 janvier 2024, à l’occasion de la journée nationale contre le sexisme.

Cette plateforme a pour vocation de dénoncer l’utilisation des expressions sexistes « Nom de jeune fille » et « Mademoiselle », dépourvues d’existence légale, par les entreprises et les institutions. Cette campagne dénonce cette utilisation persistante comme le vestige d’un vieux monde, une violence symbolique faite aux filles et aux femmes, sans cesse ramenées à leur situation maritale et à leur statut de « fille de » et « femme de ».

MARS

08/03 : L’avortement dans la Constitution : une victoire historique à célébrer !

Le 8 mars 2024, une avancée majeure a eu lieu dans la défense des droits des femmes en France : le droit à l’avortement a été inscrit dans la Constitution. Ce jour marque l’aboutissement d’une mobilisation sans relâche de collectifs et d’associations féministes, dont Osez le Féminisme, qui, depuis plusieurs années, ont porté haut et fort la nécessité d’inscrire ce droit fondamental dans le texte constitutionnel pour garantir sa pérennité face à toutes les menaces potentielles.

Ce succès a été rendu possible grâce à une série de victoires parlementaires, à commencer par l’adoption en février 2024 par le Sénat de la loi visant à garantir la “liberté d’avorter” dans la Constitution, avec un score de 267 voix pour et 50 contre. Ce texte avait déjà été largement soutenu à l’Assemblée nationale avec une majorité de 94%. En parallèle, un large soutien populaire s’est exprimé, avec 86% des Français-es en faveur de cette inscription, renforçant ainsi la légitimité et l’urgence de cette réforme.

Le 4 mars 2024, après un dernier vote solennel du Congrès, cette modification constitutionnelle a été validée. Ce faisant, la France est devenue le premier pays au monde à inscrire le droit à l’IVG dans sa Constitution, une victoire qui

résonne comme un signal fort contre les régressions observées dans d'autres pays comme les États-Unis ou la Pologne, où les droits des femmes à disposer de leur corps sont de plus en plus attaqués.

Si cette inscription constitutionnelle est une avancée majeure, elle ne marque pas la fin du combat. En effet, des défis restent à relever pour garantir l'accès réel à l'IVG pour toutes les femmes, partout en France. Les féministes, notamment au sein d'Osez le Féminisme, continuent de réclamer la pleine application de la loi Gaillot de mars 2022, qui permettrait aux sages-femmes de réaliser des IVG instrumentales, mais aussi l'ouverture de davantage de Centres d'Interruption Volontaire de Grossesse (CIVG) et la suppression de la clause de conscience des médecins, qui entrave parfois l'accès à l'avortement.

Cette victoire est un femmage aux féministes du monde entier qui luttent pour la reconnaissance et la protection des droits des femmes, et en particulier à celles qui, dans des contextes où l'avortement est toujours illégal, risquent leur vie et leur liberté pour permettre à d'autres femmes d'avorter en sécurité. Parce qu'aujourd'hui, malgré cette avancée en France, chaque année, 47 000 femmes décèdent encore dans le monde à cause d'avortements clandestins, la lutte continue.

MAI

17/03 : L'échec d'une "procédure-bailleur" intentée par Christophe Girard contre six militantes féministes.

Deux élues et quatre militantes féministes, dont la militante et trésorière de l'association Céline Piques, étaient poursuivies par Christophe Girard pour des publications sur Twitter (devenu X) en juillet 2020 pour avoir dénoncé publiquement ses liens et son soutien à Gabriel Matzneff, écrivain pédocriminel dont les crimes ont été dénoncés par Vanessa Springora. Le tribunal correctionnel de Paris a relaxé vendredi 17 mai les six femmes dans leur procès pour diffamation et injure publique.

JUILLET

25/07 : La CEDH conforte la loi française de 2016 sur la prostitution.

À la suite d'une requête déposée en 2019, la Cour européenne des droits humains (CEDH) était amenée à se prononcer sur la pénalisation de l'achat d'actes prostitutionnels, accusée de "mettre en péril l'intégrité physique et psychique et la santé des personnes [pratiquant] la prostitution" et de menacer "le droit au respect de la vie privée des personnes prostituées et de leurs clients". Dans cette décision, la CEDH a rejeté à l'unanimité l'ensemble de ces griefs. Cette décision vient conforter le modèle abolitionniste comme le système qui garantit la meilleure protection pour l'ensemble des personnes prostituées et qui permet l'accès à leurs droits élémentaires, en premier lieu la santé.

OCTOBRE

17/10 : Victoire judiciaire : une étape cruciale dans la lutte contre l'exposition des mineur-es à la pornographie.

Quatre ans après l'adoption de la loi de 2020 obligeant les sites pornographiques à contrôler l'âge de leurs utilisateurs, la Cour d'Appel de Paris a rendu le 17 octobre 2024 une décision historique : certains sites pornographiques (XHamster, Tukif, Mrsexex, Iciporno), qui refusent de contrôler l'âge de leurs utilisateurs, seront enfin bloqués. La justice a reconnu que l'absence de contrôle d'âge met gravement en péril le développement psychologique des enfants et des adolescent-es, les exposant à des contenus inappropriés, susceptibles de provoquer des troubles addictifs, d'alimenter une image déformée de la sexualité et de contribuer à la déshumanisation des rapports entre individus. Cette décision fait écho aux luttes féministes et à la dénonciation constante des impacts de l'industrie pornographique sur la santé publique et sur la société.

NOVEMBRE

06/11 : Google condamné pour son inaction contre la prolifération de vidéos de viols en ligne.

Google a enfin été mis face à ses responsabilités. Le géant de la tech vient d'être condamné par la justice pour ne pas avoir déréférencé promptement des vidéos de viols commis au sein de l'industrie pornocriminelle. Cette victoire est importante, mais reste toutefois insuffisante : la justice n'a pas ordonné à Google le déréférencement systématique de toutes les copies des vidéos concernées. Cette décision crée un précédent qui aura des conséquences concrètes pour les autorités administratives (CNIL, Arcom). Elle suscite aussi un espoir pour les dizaines de victimes des affaires dites "French Bukkake" et "Jacquie & Michel" qui vivent un cauchemar sans fin : les vidéos des viols qu'elles ont subis il y a plusieurs années au sein de l'industrie pornographique circulent toujours librement sur internet.

VISIBILISER

LES ACTIONS,

FAIRE RAYONNER

L'EXPERTISE

- Les campagnes
- Les actions de communication
- Remerciements

LES CAMPAGNES

CAMPAGNE DE PLAIDOYER CONTRE L'EXTRÊME DROITE (LÉGISLATIVES)

Dans le cadre des législatives de 2024, notre association a lancé une campagne d'alerte contre l'extrême droite, dénonçant l'imposture du Rassemblement National (RN) qui se pose en défenseur des droits des femmes tout en votant contre des mesures essentielles à leur protection et à leur égalité.

Nous avons mis en lumière l'ambivalence du RN, à l'Assemblée nationale, sur la constitutionnalisation de l'avortement, ainsi que son opposition à des droits fondamentaux pour les femmes migrantes à travers la loi immigration. En votant contre des lois cruciales pour l'égalité économique et professionnelle des femmes, le RN révèle sa véritable politique qui exclut les femmes les plus précaires et les migrantes.

Au Parlement européen, les eurodéputés RN (groupe Patriotes pour l'Europe) ont continué de saboter les avancées pour les droits des femmes en votant contre des textes essentiels pour garantir l'égalité salariale, la lutte contre les violences masculines et le droit à l'avortement.

Face à cette dérive, nous avons rejoint plus de 200 organisations féministes pour appeler à une mobilisation nationale le 23 juin, sous le slogan des **#alertesfeministes**.

Notre message est clair : le féminisme ne peut être instrumentalisé à des fins racistes et xénophobes. Il doit inclure toutes les femmes et se battre contre toutes les formes de violence, qu'elles soient institutionnelles, économiques ou sexuelles.



LES ACTIONS DE COMMUNICATION

La stratégie de communication d'Osez le Féminisme repose sur trois grands objectifs :

- **Renforcer la visibilité d'Osez le Féminisme** afin d'accroître son rayonnement et de faire entendre ses analyses et revendications dans l'espace public.
- **Sensibiliser et éduquer sur les enjeux féministes** en diffusant du contenu pédagogique et en relayant les prises de position de l'association.
- **Consolider et développer les liens avec les antennes et les autres associations féministes**, pour favoriser une mobilisation collective et coordonnée.

Cette stratégie est mise en œuvre par le Groupe Communication, un groupe de travail technique composé en 2024 de quatre militantes. Celles-ci disposent de compétences professionnelles en communication et/ou d'une expérience significative acquise au sein de l'association.

Tout au long de l'année, elles ont assuré :

- Une **veille médiatique et politique**, permettant de réagir aux actualités en publiant des analyses et des prises de position sur les réseaux sociaux.
- Une **gestion et une animation des réseaux sociaux**, visant à informer, mobiliser et interagir avec la communauté.
- Un **travail sur les outils de communication**, incluant la création et l'harmonisation de templates, ainsi que l'archivage et la valorisation des photos des actions menées par l'association.
- La **promotion des événements organisés par Osez le Féminisme**, à travers la conception et la diffusion de supports de communication adaptés.

Par leur engagement, les militantes du Groupe Communication ont contribué à donner de l'ampleur aux actions d'Osez le Féminisme, en portant haut et fort ses messages et en amplifiant sa présence dans l'espace public.

CHANGEMENT DE CHARTE GRAPHIQUE ET DE LOGO

En 2024, notre association a engagé un travail approfondi et réfléchi afin de moderniser et professionnaliser son identité visuelle, en changeant sa charte graphique et son logo. Ce processus a été impulsé par la volonté de renforcer l'unité visuelle de notre réseau, de nous institutionnaliser davantage après 15 ans d'existence et de mieux répondre aux enjeux de communication actuels.

Mené par le groupe communication, ce projet a impliqué différentes étapes de réflexion et de consultation avec le conseil d'administration, garantissant ainsi que l'ensemble des parties prenantes puisse participer activement à cette évolution.

Nous avons été accompagnées dans cette démarche par la graphiste Maureen Croix, qui a su traduire nos valeurs et notre vision dans une nouvelle esthétique. Le nouveau logo a été officiellement dévoilé lors de notre événement célébrant nos 15 ans, marquant ainsi un tournant symbolique dans notre parcours.

À partir de début 2025, la nouvelle identité visuelle commencera à être déployée de manière progressive, avec notamment une mise à jour de notre site internet, prévue pour courant 2025. Ce chantier numérique viendra compléter la modernisation de notre image et offrir à notre public une interface plus actuelle et plus fonctionnelle.



ACTIONS DE SOUTIEN

CIIVISE 1 :

Dans le cadre de notre engagement continu pour la lutte contre les violences sexuelles, nous avons soutenu la CIIVISE1, commission indépendante sur l'inceste et les violences faites aux enfants. Aux côtés d'associations, de victimes, de professionnel·les et de personnalités, nous avons salué le rapport historique de la commission publié fin 2023, qui présente 82 préconisations unanimement applaudies. Cependant, le limogeage inexplicable d'Edouard Durand, co-président de la commission, a jeté une ombre sur ce travail essentiel. Cette décision, motivée par le rejet de l'engagement féministe de la CIIVISE1, va à l'encontre de l'objectif de faire reculer l'impunité des violences sexuelles faites aux enfants. Nous réaffirmons que seul un engagement fort, écoutant et croyant les victimes, peut permettre de briser ce silence et cette impunité. Nous rejetons la nouvelle composition de la CIIVISE, qui ne reflète pas les besoins des victimes ni des associations qui les soutiennent.

Procès Girard :

En 2024, notre association a soutenu notre trésorière Céline Piques et d'autres féministes poursuivies en diffamation par Christophe Girard pour avoir dénoncé ses liens avec Gabriel Matzneff, un écrivain pédocriminel. Le procès s'est soldé par une victoire pour les accusées, avec le rejet de la plainte de Girard. Cette décision fait écho à plusieurs autres échecs judiciaires contre des plaintes d'hommes ayant utilisé la diffamation pour tenter de museler les voix des victimes et de leurs soutiens. En dépit des tentatives de bâillonner les dénonciations publiques, cette victoire souligne l'importance de la liberté d'expression dans la lutte contre les violences sexuelles. Elle envoie un message fort : nous continuerons à braver l'impunité et à défendre les victimes, malgré les intimidations et les tentatives de répression judiciaire.

QUELQUES CHIFFRES CLÉS

2

**campagnes mails d'appel
aux dons en 2024**



53

newsletters envoyées

11 400

abonné-es

24

**communiqués
de presse envoyés**

1 700

abonné-es

RÉSEAUX SOCIAUX

La plus grande partie du travail de communication que nous faisons sur les réseaux sociaux se concentre sur la médiation des actualités féministes. Les actualités nous permettent dans un premier temps de diffuser nos messages et analyses féministes, mais également d'augmenter la portée de nos posts et donc nos abonné-e-s car ce sont les posts qui fonctionnent le mieux.

INSTAGRAM

1,1M

de couverture

29.6k

d'interactions avec le contenu

89.5k

de followers



Osez le Féminisme possède l'un des comptes d'association féministe française les plus suivis sur Instagram. C'est surtout le seul de cette échelle à parler d'abolitionnisme et à s'exprimer sur les violences et les conséquences de la pornographie et de la prostitution. Cette année nous avons continué à développer des réels Instagram notamment pour visibiliser des passages médias ou des discours féministes inspirants.

FACEBOOK

385.2k

de couverture

16.8k

d'interactions avec le contenu

125.1k

de followers

X

60k

de followers

À partir de 2025, l'association a pris la décision de ne plus alimenter son compte X, en raison du rachat de la plateforme par Elon Musk, figure emblématique de l'extrême droite et du masculinisme, et a ouvert un compte Blue Sky.

YOUTUBE

1,6k

de followers

CONTENUS LES PLUS PERFORMANTS DE L'ANNÉE

INSTAGRAM





osez_le_feminisme
Paris, France



NET FLIX GLAMOURISE
LA VIOLENCE SEXUELLE
MASCULINE AUPRÈS DE
SES SPECTATEUR·ICES, Y
COMPRIS LES PERSONNES
MINEURES.





osez_le_feminisme ⚠ La série "Supersex" de Netflix, qui compte maintenant plus de 220 millions d'abon... [more](#)

64 K
de couverture

6.4k
j'aime



8k
interactions avec le contenu

FACEBOOK



Osez le féminisme !

...

January 25, 2024 · 🌐

“Le test salivaire est une révolution. Parce que, pour le moment, en France, il faut subir une échographie par voie vaginale pour se faire diagnostiquer, et ce n’est pas agréable. L’Endotest sera accessible partout et ne sera pas invasif, c’est-à-dire qu’il ne touchera pas à l’organisme. Néanmoins, on déplore une décision tardive de la part de la HAS.

L’Endotest est une invention française, mais on est en retard par rapport à nos voisins comme la Suisse, où le test est comm... See more

ENDOMÉTRIOSE

LE PATERNALISME

DE LA HAUTE AUTORITÉ DE

SANTÉ PROLONGE

L'ERRANCE MÉDICALE DES

FEMMES

ET LEUR SOUFFRANCE



L'endométriose est une

maladie gynécologique

inflammatoire chronique

qui touche

1 À 2 FEMMES SUR 10

Elle se définit par la présence,

hors de la cavité utérine,

de tissu semblable à celui

de la muqueuse de l'utérus,

appelée endomètre.

SYMPTÔMES

Douleur aiguë dans le bassin, surtout pendant les règles, les rapports sexuels pénétatifs ou encore pour uriner / déféquer

Douleurs pelviennes chroniques

Saignements abondants pendant et hors règles

Bouffonnements et / ou nausées

Fatigue intense

Dépression et / ou anxiété

infertilité

Alors que l'efficacité du test salivaire détecteur d'endométriose a bien été validé par l'HAS, passant le délai de diagnostic ordinaire de

7-10 ANS À 10 JOURS

l'institution en refuse le remboursement.

La HAS souhaite faire une étude pour déterminer

« l'utilité et le besoin pour la patiente » de connaître l'origine de ses souffrances étant donné qu'il n'existe pas actuellement de traitement pour guérir de cette maladie.

L'endométriose a d'importantes répercussions sociales, économiques et en matière de santé publique.

En France l'endométriose coûte

9,5 + 15 milliards d'euros

en soins médicaux et coûts

5.5 K
de couverture

72
réactions



145
interactions avec le contenu



REMERCIEMENTS

Merci à toutes celles et ceux qui ont contribué au succès de l'année 2024 : les membres du conseil d'administration, du bureau, les salariées, les stagiaires, les volontaires en service civique, ainsi que tous les bénévoles à travers la France, nos adhérent·es et donateur·ices.

Merci à toutes les photographes : Pauline Makoveitchoux, Marylène Gougelot, V.S, Camila Mendes de Mattos, Gabrielle Malewski.

Votre engagement et votre soutien sont essentiels pour continuer notre combat !

OSEZ
LE FÉMINISME

